inprecor

Correspondance de presse internationale

bimensuel, n° 18 nouvelle série, 8décembre 1977

4FF, 30FB, 2,5FS

LA NATURE DE L'URSS
LE SOCIALISME
LA DEMOCRATIE

Rossana Rossanda

Charles Bettelheim

Fernando Claudin

Louis Althusser

Ernest Mandel

SADATE, JERUSALEM ET APRES

inprecor

correspondance de presse internationale

n°18, 8 décembre 1977

sommaire

EDITORIAL
Un grand pas en avant
Joseph Hansen — page 3

DEBAT
La nature de l'URSS, le socialisme, la démocratie
Rossana Rossanda, Charles Bettelheim,
Fernando Claudin, Louis Althusser — page 4

Les héritiers désenchantés
Ernest Mandel — page 10

BRESIL
Des brèches ouvertes dans la dictature
Maria do Carmo — page 17

PORTUGAL
Nouvelle crise dans une même impasse
Antonio Gomes & Heitor de Sousa — page 21

MOYEN-ORIENT
Sadate, Jérusalem et après
Michel Warshawsky — page 26

CHINE
Qu'est devenu Cheng Chao-lin?
Greg Benton — page 31

Inprecor Boîte postale 57 93101 Montreuil Cedex France

Directeur de publication : Jean-François Godchau. Imprimé par Rotographie (Montreuil).
N° de commission paritaire : 59 117.
ABONNEMENTS : 1 an (25 numéros) - 80 FF; 45 FS; 650 FB; 17 $Can.
Par avion : USA et Canada - 24 $ par an. Pour les autres pays écrire à la rédaction.
VERSEMENT : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les envoyer à Inprecor.

Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.

EDITORIAL

Un grand pas en avant

«Inprecor» et «Intercontinental Press» fusionnent

La rédaction d' "Inprecor" s'associe à l'éditorial de Joseph Hansen, paru dans le numéro d' "Intercontinental Press" du 21 novembre 1977.

Dès le mois de janvier 1978, l'édition anglaise d' "Inprecor" sera publiée à New York en commun avec "Intercontinental Press". Les autres éditions (en français, espagnol et allemand) porteront en sous-titre la mention de cette fusion.

Notre prochaine livraison (datée du 22 décembre) sera un numéro spécial économique qui clôturera cette série d' "Inprecor" avant l'apparition d'une nouvelle série de la publication unifiée : "Inprecor-Intercontinental Press".

o o o

"Intercontinental Press" et l'édition anglaise d' "Inprecor" – bimensuel qui paraît en français, en espagnol, en allemand et en anglais – se sont mis d'accord sur un plan de fusion de leurs ressources. La ligne éditoriale de cette publication unifiée défendra les conceptions marxistes révolutionnaires qui ont été celles d' "Inprecor" et d' "Intercontinental Press".

Dans l'éditorial de son premier numéro, "Inprecor" se donnait pour objectif de fournir "des articles d'analyses, des documents (résolutions, déclarations, textes) des sections de l'Internationale, de ses organes dirigeants ou d'autres organisations révolutionnaires; des nouvelles brèves du mouvement ouvrier international; des informations bibliographiques qui faciliteront le travail de recherche des militants." ("Inprecor", 9 mai 1974).

"Intercontinental Press" a commencé à Paris comme un service de presse ouvrier publié sous le nom de "World Outlook". Il était le résultat de la fin d'une scission vieille de 10 ans dans le mouvement trotskyste. L'éditorial de son premier numéro (27 septembre 1963) définissait ses objectifs de la manière suivante : "Le but essentiel de 'Intercontinental Press' est de fournir des analyses politiques spécialisées et d'événements importants pour la presse ouvrière et socialiste. Des études et des articles d'actualité écrits par des observateurs compétents et des écrivains d'opinion indépendante y figureront aussi régulièrement.

"Nous ne nous plierons à aucune censure officielle ou officieuse et nous ne modifierons rien à ce que nous devons écrire en raison de considérations partisanes. Nous nous engageons à rapporter la vérité aussi fidèlement que possible, sans favoritisme ni déformation." La fusion de l'édition anglaise d' "Inprecor" et d' "Intercontinental Press" fait suite au dépassement de diverses divergences au sein du mouvement trotskyste mondial. Elle démontre la capacité de la IVe Internationale et des organisations qui partagent ses conceptions de mener de vives discussions internes sans aboutir à une scission.

Le résultats'en retrouvera dans une cohésion accrue et dans une force de frappe augmentée, nous permettant ainsi de mieux remplir les tâches auxquelles se trouve confronté le mouvement révolutionnaire. Cette fusion se traduira aussi par une augmentation du nombre de nos correspondants et une couverture améliorée des événements internationaux.

C'est pourquoi il faudra probablement augmenter le nombre de pages de cette publication unifiée. La possibilité de le faire reste cependant conditionnée à la réponse de nos lecteurs, à leurs contributions financières et à l'accroissement du nombre de nos abonnés.

La fusion des deux publications prendra plusieurs mois. La date convenue pour sa réalisation a été établie pour le mois de janvier 1978. Pendant la période de transition, "Inprecor" publiera plusieurs numéros, y compris un numéro spécial, plus volumineux que d'habitude, consacré à la situation économique mondiale. "Intercontinental Press" poursuivra sa publication régulière, qui se concluera par un numéro récapitulatif de l'année, à la fin de décembre.

Nous considérons que cette fusion représente un pas considérable en avant pour le mouvement trotskyste mondial et nous pensons que vous serez d'accord avec nous en constatant les améliorations apportées au contenu de la publication unifiée dans les prochains mois.

Joseph HANSEN

La nature de l'URSS, le socialisme, la démocratie

Les 11, 12 et 13 novembre 1977, le journal "Il Manifesto" organisait à Venise un colloque sur le thème : "Pouvoir et opposition dans la société post-révolutionnaire". Rossana Rossanda, ex-membre du PCI et dirigeante du groupe "Il Manifesto", ouvrit les débats par une longue contribution dont nous publions ici les extraits les plus significatifs. Au nombre des intervenants figuraient notamment, Charles Bettelheim (économiste, chaud partisan, jusqu'à tout dernièrement, des thèses du PCC), Fernando Claudin (ancien membre du CC du PCE) et Louis Althusser (membre du PCF). Nous reproduisons ici le texte intégral de la contribution de Bettelheim, de celle de Claudin et des extraits de l'exposé d' Althusser.

Ernest Mandel, membre du Secrétariat unifié de la IVe Internationale, reprend les principaux thèmes abordés dans ces interventions et y répond du point de vue du marxisme révolutionnaire.

o o o

Rossana Rossanda

«Des formes imparfaites de capitalisme d'Etat»

"Ce n'est pas depuis aujourd'hui, mais en fait très vite, que la gauche occidentale, le mouvement ouvrier et révolutionnaire (au moins ses états-majors) se sont rendus compte que le socialisme réalisé, avant tout en Union soviétique, ne correspondait ni aux grandes lignes d'émancipation tracées dans le "Manifeste" de Marx en 1848 ni aux espoirs, plus proches, d'octobre. (...)

Cependant, la gauche et les mouvements révolutionnaires ont continué à s'aligner sur eux. Pourquoi ? Parce qu'ils voyaient en eux la tranchée principale de la lutte contre le bloc bourgeois, le seul front sûr après les défaites des années 20 en Europe. C'était le prix que, pour ne pas avoir fait sa révolution, l'Occident devait payer à la révolution qui avait surgi ailleurs; au même titre, ces derniers payaient, au prix de la non-liberté et de leur étranglement, le fait que la révolution ne se soit pas faite en Occident. Aussi imparfaits et coupables qu'apparaissaient les socialismes, de l'autre côté il y avait l'impérialisme, le colonialisme et à la fin, le nazisme. Avant 1945, puis durant la guerre froide, pour des millions d'hommes, le monde se subdivise ainsi. Et il en alla pareillement – même si cela était moins limpide — chaque fois qu'éclatait un anneau du système impérialiste, avec la Chine, Cuba, le Vietnam et les guerres de libération coloniale. En 1952, un homme comme Jean-Paul Sartre, tout à fait étranger à l'obéissance et à la contrainte partisanes, s'aligna sur l'URSS, n'ignorant rien en fait, sachant et dénonçant ce qui se passait dans les camps de travail forcé. Ainsi, il se sépara même de ses amis Camus, Merleau-Ponty. Pour se mettre aux côtés de l'URSS, il n'était pas nécessaire de jurer que ce fut un Etat prolétarien. Il suffisait que se manifesta objectivement une contradiction avec le système bourgeois, à travers laquelle s'inséraient et croissaient de nouveaux mouvements de peuples et de classes, des moments de lutte et de rupture.(...)

Je crois que si aujourd'hui nous sommes en train de discuter, de regarder avec des yeux plus ouverts cette société, de prendre position sur les conflits qui s'y développent, ce n'est pas tellement parce que nous avons soudain été illuminés sur leur nature, mais parce que s'est écroulée l'identification – vécue durant tant d'années comme mauvaise conscience – entre "socialisme réel" et front anti-impérialiste, socialiste et anti-capitaliste en Occident. Cette identification s'est usée durant les années soixante, d'une part, à cause du rôle sans cesse plus explicite de grande puissance joué par l'URSS à l'échelle mondiale, d'autre part, à cause de la rupture intervenue entre les Etats et les partis communistes (spécialement entre l'URSS et la Chine, rupture qui suscita une oscillation de la place internationale de la Chine qui passa de l'isolement au choix des pays du tiers-monde comme seuls interlocuteurs, de la perspective d'une rapide extension révolutionnaire à la plus vile des manœuvres diplomatiques et d'Etat).

Cette usure fut accentuée par la modification nouvelle de la nature étatique de l'URSS confirmée par l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968. Depuis lors, les appuis que donne l'URSS à un secteur ou à un autre du mouvement, spécialement dans les pays du tiers-monde, sont toujours plus liés de façon ambiguë à ses intérêts sur l'échiquier mondial et les conditionnent. Autour du Vietnam s'est produit tout ce que le dit camp socialiste pouvait faire : deux versions différentes de la stra-

tégie internationale apparaissaient déjà au sujet de la signification, des rythmes et des priorités données à l'extinction du foyer de guerre (paix au Vietnam) ou à la libération de ce peuple (Vietnam libéré).

Les camarades vietnamiens ont gagné parce que l'URSS et la Chine existaient, mais (et ceci vaut de façon différente pour les deux) malgré elles. Autrement dit, les socialismes réalisés ne sont plus ni un modèle ni la garantie (les piliers) de nos révolutions futures et diverses. (...)

Lues au travers de cette grille, les sociétés de l'Est deviennent transparentes, comme des sociétés – sous le couvert de la nature formelle, juridique du nouveau pouvoir – dans lesquelles se perpétuent non seulement les anciens conflits entre salariés et détenteurs des instruments et moyens de production (qui sont devenus l'Etat ou la commune), mais où naissent de nouveaux conflits entre de nouveaux sujets sociaux que fait surgir la mutation profonde de la société.

Elles deviennent transparentes, à deux conditions. La première est que son caractère conflictuel reste visible. Il le reste seulement à condition que sa nature soit saisie essentiellement à travers le rapport social de production, celui qui passe entre le travail salarié et le capital, puis dans la division technique et sociale du travail. Quand, au cours de la dorénavant vieille polémique entre Sweezy et Bettelheim, Paul Sweezy situe ce qu'il identifie comme capital non pas tant dans le rapport de production, mais dans le libre jeu de la propriété capitaliste particulière, qui tend à s'étendre dans une guerre dont la logique serait bloquée à l'Est par la planification de l'Etat, alors, à nouveau, ces sociétés se font opaques. Elles deviennent des formations nouvelles au sein desquelles vivent de vieux rapports d'exploitation, mais le terrain réel de conflit – le moteur qui peut les faire avancer ou s'arrêter – est celui du rapport entre unité productive, entreprise et plan. C'est là que se joue la partie entre le capital qui voudrait se libérer et le plan qui l'emprisonne. Le rapport social de production passe en arrière, au dessous, il ne joue que comme moment de la formation du coût du travail.

La société apparaît divisée dans une guerre, d'où les raisons propres du capital le pousse à s'échapper de tous côtés : dans l'économie mixte, dans celle légale, dans celle semi-légale, dans celle clandestine. Est-ce le capitalisme ? Non dit Sweezy. Est-ce le socialisme ? Nous n'en parlons même pas !. Ce sont des sociétés nouvelles, indéchiffrables.

C'est d'ailleurs la traduction récente d'une thèse héritée des bolchéviks, que les communistes connaissent sous la forme de la théorie des deux phases : d'abord, on construit les bases matérielles du socialisme (on le comprend comme le fonctionnement régulier du vieil appareil de production et comme l'accumulation classique, le prélèvement de plus-value ouvrière et d'excédent ou de non-excédent agricole). Une fois cela fait, se construiront les "rapports socialistes". Ici aussi, la position essentielle s'élabore sur le terrain de la propriété et la révolution semble être le passage de la propriété privée à celle de l'Etat, le passage du libre jeu du marché au plan.

Mais cela comporte l'acceptation d'une société bloquée parce que la forme politique, l'Etat, qui traduit cette idée du moteur fondamental du nouvel "ordre socialiste" est, de fait, celui de la hiérarchie de la "fabrique globale", un pouvoir centralisé et monolithique. Monolithique non pas parce qu'il est dirigé par un seul individu, mais parce que dans cette tentative (par ailleurs destinée à échouer) d'harmonisation générale des forces, les conflits entre les divers sujets sociaux sont considérés comme une perturbation, mieux une déviation et demain un complot ou une trahison. L'idée reste celle d'une société laborieuse, bien réglée et impliquant un consensus social. En son sein, la contradiction est une blessure à guérir avec la répression. C'est là que réside la racine de la non-liberté, elle plonge donc très profondément, nous le disons, dans la nature non-socialiste de ces formations; elle repose sur des formes imparfaites de capitalisme d'Etat. Ceci prend appui sur le refus du groupe dirigeant révolutionnaire de prendre, immédiatement, des mesures économiques (économico-politiques, avec la conscience entière de toutes leurs ramifications politiques et sociales) qui orientent l'ensemble des producteurs vers une réduction progressive des rapports inégaux liés à la division du travail vers une réduction de la parcellisation et de l'aliénation du travail, vers une réduction de la division du travail, de la séparation entre travail et savoir, entre ville et campagne.

Quand cette volonté s'arrête, le processus de transition est bloqué pour cette raison et l'Etat, comme nous le connaissons à la suite de diverses révolutions, se révèle le plus autoritaire. Ce sont des sociétés dans lesquelles le mode de production capitaliste a fait sa percée historique grâce à une classe qui n'est pas la sienne, l'a contraint à faire cette révolution bourgeoise que les vieilles couches retardées ne pouvaient accomplir, l'a marqué de progressisme. Selon Préobrajensky, c'est la classe ouvrière dans son ensemble qui s'instaure comme sujet exploitant et objet exploité. Et très vite, selon nous, elle ne fut qu'objet. L'ensemble du système est au point où aucune démocratisation ne peut se faire jour. Les vicissitudes qui suivirent le 20e congrès – alors que, finalement, les biens matériels étant accumulés, la société de l'Est devait déborder de libertés – sont fort significatives à ce propos. Vingt ans ont passé et le mécanisme reste le même, comme ceux qui sont au pouvoir. Il y a chaque fois le risque de graves échecs lorsque sont engagées des tentatives de lubrifier les rapports économiques (entreprises et plan, sans cesse il y a des pas en avant, des reculs, une libéralisation puis un freinage). La rigidité est telle qu'on ne prévoit même plus une issue. Même formellement on ne parle plus d'une avance vers le communisme.

Le conflit entre capital et travail reste-t-il le même en comraison avec nos sociétés ? Dans quelles limites le pouvoir étatique redonne-t-il aux producteurs ce qu'il leur prend en plus-value ? Les camarades de l'école de Budapest, disent "beaucoup", ainsi entre la classe ouvrière et la classe détentrice du pouvoir s'établissent des rapports de protection réciproques, y compris aux frais d'autres couches. D'autres, comme l'école de Bettelheim, disent "peu". Globalement, c'est la classe ouvrière qui reste la source de plus-value absolue; par exemple, les Polonais l'ont démontré. Evidemment, lorsqu'en 1970, en Pologne, l'Etat a voulu prendre des mesures anti-inflationnistes classiques, le potentiel de lutte de la classe ouvrière s'est révélé, comme ici; une fois écroulé l'unanimisme, la société se manifeste non seulement comme

divisée mais comme grosse de heurts et pouvant aller jusqu'aux fusillades. C'est du reste, le seul moment de vérité, durant lequel transparaissent brusquement les rôles réels. Les comptes rendus des assemblées houleuses des chantiers navals de Szczecin, en 1970-71, révèlent de quel côté se trouve le pouvoir et comment la condition ouvrière se caractérise.

La grande question reste : tout en étant des sociétés d'exploitation, sont-elles des sociétés effectivement capitalistes. Ce n'est pas une question académique. Non seulement, comme je l'ai dit précédemment, la réponse détermine notre façon d'être marxiste, mais aussi la manière dont nous définissons le capital et l'Etat, c'est-à-dire essentiellement à partir du rapport de production (duquel dérivent les multiples médiations sociales) ou essentiellement à partir des autres caractéristiques du capitalisme classique. Cependant, avant tout, cette réponse implique un choix politique.

S'il s'agit de formations sociales nouvelles, dans lesquelles la subsistance des rapports capitalistes est secondaire, le potentiel explosif de la société, la répression, l'atomisation sociale trouvent leur origine essentiellement dans la sphère politique et dans son fonctionnement. La lutte se fait entre les "pouvoirs" et leur système de compensation. Dès lors, ce qu'il faut c'est une lubrification démocratique du système. Les destinataires de nos exhortations à plus de "liberté" sont les gouvernements. S'il s'agit de formations capitalistes d'un type nouveau (capitalisme sans capitalistes, disait Lénine, capitalisme monopoliste d'Etat, dit Bettelheim, avec une forte connotation idéologique, et donc plus répressif, comme nous le disons, car capable de nier le potentiel conflictuel de classes réelles, de l'empêcher de s'exprimer), alors il ne s'agit pas de faire des pétitions en faveur de la démocratie et des droits civiques. On assiste à une reprise de la lutte de classes dans ces pays. Le destinataire n'est pas le gouvernement. Nos interlocuteurs de la gauche européenne deviennent ceux qui peuvent être les sujets sociaux porteurs de ce changement révolutionnaire.

Voilà le fossé politique qu'il faut franchir et il est certain que pour la gauche ce n'est pas aisé. Ça ne l'est pas pour des raisons encore plus profondes. Parce que le sujet de conflit n'apparaît plus être la classe ouvrière de 1917 ou celle de 1948, avec sa place sociale et sa formation idéologique. Elle a connu des changements profonds. Et à côté d'elle se trouvent des couches nouvelles, peu aisément discernables. Il y a, à droite, des secteurs amples de réaction liés à la terre, utilisés par l'Eglise, qui ne manifestent pas leur désaccord à partir d'une idée progressiste. Soljenitsyne suffit à en faire la démonstration. Il existe une atomisation croissante, qui fait que les nouveaux acteurs sociaux – jeunes, étudiants, femmes, marginaux – semblent disparaître, alors que la révolution culturelle chinoise les avait faits, au contraire, bouillonner, avec une potentialité autonome extrême et une capacité d'alternative destructrice. Quel est le bloc social nouveau qui, dans ces sociétés post-révolutionnaires, possède des intérêts communs ? Quelles sont les conditions pouvant permettre son expression ?

Quelle est la possibilité de rassembler ces forces et qu'elles fassent pression ? Comment peuvent-elles devenir sujet politique et non seulement social ?

Ce chapitre, c'est celui qui constitue le saut entre "dissidence" et opposition, entre opposition et lutte politique ; la gauche italienne doit, à ce sujet, commencer à zéro.(...)"

Charles Bettelheim

«Répression et capitalisme d'Etat»

"Diverses explications ont été fournies sur les caractéristiques répressives de la formation sociale soviétique. Une d'entre elles se réfère à l'absence de traditions démocratiques de la "vieille Russie" et à la survivance des pratiques de l'époque tsariste. Ceci ne semble pas suffisant pour expliquer ce qui se passe en Russie, soixante ans après octobre, alors que la société s'est totalement transformée : d'agricole elle est devenue une grande puissance industrielle. Une autre explication, qui est encore une des plus répandues, consiste à affirmer que les caractéristiques répressives de la formation soviétique sont le produit d'une dégénérescence s'étant développée au niveau de la superstructure, dégénérescence qui laisserait intacte la base économique de la formation soviétique. Cette base économique serait socialiste. A parti d'un tel raisonnement, on évoque l'existence d'une contradiction entre la base économique et la superstructure, ce qui permet d'espérer que "le progrès" des forces productives rendra évidente, dans l'avenir, cette contradiction et contraindra la superstructure à s'aligner sur la base économique. Malgré son apparence marxiste, ce type d'explication est inacceptable au moins pour deux raisons :

a) Elle oublie l'étroite corrélation entre la base économique et la superstructure. Ce type de lien est tel que, comme le dit Marx, c'est dans la base économique "qu'il faut chercher le secret le plus profond, le fondement caché de tout l'édifice social et, par conséquent de la forme politique que prend le rapport de souveraineté et de dépendance, bref, la base de la forme spécifique que revêt l'Etat à une période donnée " ("Le Capital", Ed. Sociales, L.1, T.8, p.172).

b) Cette explication pose comme postulat que la base économique de la formation sociale est une base socialiste. Or, c'est précisément cette affirmation qui ne peut être acceptée.

Une des questions qui se posent est la suivante : comment se fait-il que fut proclamée si souvent la nature socialiste de la formation soviétique, quand tant de faits, de caractéristiques contredisent cette affirmation. A cette question, on peut donner diverses réponses.

La première a trait à la nature socialiste de la révolution d'octobre. La faiblesse d'une telle réponse est évidente. Elle présuppose en effet que la révolution d'Octobre a instauré un pouvoir qui serait "perpétuellementé socialiste. Or, entre 1917 et aujourd'hui, la nature socialiste du pouvoir soviétique a pronfondément changé.

Il n'y a rien de commun entre le parti bolchévique de Lénine et le PCUS. Il n'y a aucune similitude entre les soviets de 1917 et le système hiérarchique d'aujourd'hui. En fait, la révolution d'octobre n'a pas transmis un caractère socialiste à

la base économique. Comme Lénine l'affirmait en 1921, l'expression "république socialiste" appliquée à la République soviétique ne signifiait absolument pas que "le nouvel ordre économique soit socialiste". (Lénine, T.32, p. 350). Contrairement à ce qui est souvent oublié, les changements survenus depuis 1921 n'ont pas attribué des caractères socialistes à la base économique de la formation soviétique. Les illusions existant à ce propos renvoient à une autre raison qui fait que si souvent on affirme que l'URSS est un pays à base économique socialiste. On reconnait l'importance décisive de la propriété "d'Etat" et de la propriété kolkosienne, toutes deux qualifiées de "propriété socialiste". Au-delà d'une conception juridique, cette qualification n'a pas de sens, dans la mesure où la propriété de l'Etat (en laissant à part la propriété kolkosienne qui exige une analyse à part) n'est pas une "forme sociale d'appropriation" comme on le laisse entendre lorsqu'on adopte une telle terminologie. Elle est exactement l'opposé, en tenant compte que "le rapport capitaliste est au contraire poussé à son comble", selon l'expression d'Engels dans "L'Anti-Dühring". (Ed. Sociales, p. 318).

La propriété d'Etat ne résoud pas, en fait, la contradiction entre le caractère social des forces productives et "la propriété privée d'une classe". Elle constitue, au maximum, un point de passage vers la solution d'une telle contradiction. Ceci, à condition que l'Etat dépérisse. En réalité, la notion "d'une propriété socialiste d'Etat" est le produit d'un système idéologique élaboré en Union soviétique depuis 1928 et dont la forme définitive se trouve dans le "Manuel d'économie politique de l'Académie des sciences de l'URSS" publié en 1954, dans lequel sont réaffirmées les thèses de Staline sur les problèmes du socialisme. Ce système idéologique fonctionne de façon simple, mais complètement étrangère au matérialisme historique. Il pose :
a) que la propriété d'Etat équivaut à la propriété sociale qui équivaut elle à la propriété socialiste;
b) que la propriété d'Etat est le fondement des rapports de production. Il affirme donc, que, du moment qu'existe une "propriété d'Etat socialiste", il existe des rapports de production également socialistes. De là, il en déduit que le rapport salarial n'est qu'une forme "vide", une apparence qui dissimule des rapports sociaux "entièrement nouveaux" (Manuel d'économie politique, Editions sociales, 1956).

Toutes ces formulations relèvent d'une conception idéaliste et d'une idéologie juridique bourgeoise, mais non pas du matérialisme historique. La nature de cette conception est révélée par le rôle clé attribué à la propriété d'Etat, c'est-à-dire à la forme juridique de la propriété, ce rôle correspond à une rechute dans le "proudhonisme" et dans le "lassalisme". Il suffit de rappeler ce que Marx écrivait déjà dans une lettre à Annenkov en 1846. Il déclarait : "...La propriété forme la dernière catégorie dans le système de M. Proudhon. Dans le monde réel au contraire, la division du travail et toutes les autres catégories de M. Proudhon sont des relations sociales, dont l'ensemble forme ce qu'on appelle actuellement la propriété; la propriété bourgeoise n'est rien, en dehors de ces relations, qu'une illusion métaphysique ou juridique... M. Proudhon, en établissant la propriété comme une relation indépendante, commet plus qu'une faute de méthode il prouve clairement qu'il n'a pas saisi le lien qui rattache toutes les formes de la production bourgeoise, qu'il n'a pas compris le caractère historique et transitoire des formes de la production dans une époque donnée". (Correspondance Marx-Engels, T.1, p. 452, Ed. Sociales).

Ce texte dit clairement que la propriété n'est pas une simple catégorie juridique mais le produit de l'ensemble des rapports sociaux, et précisément les rapports sociaux qui caractérisent l'Union soviétique sont fondamentalement les mêmes que ceux qui caractérisent le mode de production capitaliste. En réalité, la notion de "propriété socialiste" est une notion juridique, elle est étrangère aux concepts du matérialisme historique. Une telle notion fait abstraction du procès réel d'appropriataion dans lesquels sont insérés des producteurs et des non producteurs. La faiblesse de l'idéologie de la "propriété socialiste", comme elle s'est développée en Union soviétique, apparait clairement face à la reproduction du rapport salarial.

L'existence de ce rapport signifie que la base économique de la formation soviétique est toujours constitué par des rapports de production capitalistes. En fait, comme Marx le souligne "Le salaire suppose le travail salarié, le profit suppose le capital... La distribution capitaliste est différente des formes de distribution découlant d'autres modes de production; chaque forme de distribution apparaît avec le mode déterminé de production dont elle est issue et auquel elle correspond." ("Le Capital", L.1, T.8 , p.256 et 258). Du moment que le salaire continue d'être la forme de distribution dans les entreprises soviétiques, cela signifie que les rapports de production capitalistes se reproduisent. Une telle conclusion est écartée par une idéologie qui a inventé l'existence "d'un mode de production socialiste" imaginaire. Or, ce "mode de production" ne possède aucun statut théorique. Le socialisme n'est pas un mode de production, il est la transition entre le capitalisme et le communisme.

L'idéologie d'un "mode de production socialiste", qui d'ailleurs a contaminé une grande partie du mouvement ouvrier dans le monde, joue un rôle apologétique évident. L'Union soviétique fonctionne comme justification de l'état de choses existant, comme théorie visant à conforter "le renforcement de l'Etat et de la répression". Elle nie l'existence d'un prolétariat. Elle nie donc l'existence de la lutte prolétarienne de classe et elle tend à privilégier la lutte de ceux qui disposent du pouvoir d'Etat et qui disposent des moyens de production, c'est-à-dire la lutte d'une bourgeoisie d'Etat pour la conservation de son pouvoir. Une telle idéologie permet de dénoncer comme "contre-révolutionnaire" ceux qui s'opposent à ce pouvoir, alors que c'est un pouvoir réactionnaire. Le capitalisme d'Etat, comme il fonctionne en URSS, est une réalité profondément contradictoire. D'un côté, il assure la reproduction de l'antagonisme bourgeoisie/prolétariat; de l'autre côté, il entretient une crise permanente. Il conduit à la surexploitation des masses et au mécontentement de tous ceux qui constatent la contradiction entre le discours du pouvoir et la réalité.

Par conséquent, ce pouvoir est nécessairement répressif. Seule la lutte pour la destruction de cet Etat est compatbile avec le développement de la démocratie pour les masses." (Traduit à partir du texte dactylographié distribué lors du Congrès).

Fernando Claudin

«Un nouveau type de société de classes antagonistes»

"La gauche européenne, outre le fait qu'elle n'a pas été capable de faire sa révolution, fut la principale complice du stalinisme, de la répression contre les meilleurs révolutionnaires de l'Europe centrale et contre des millions de travailleurs. Elle fut la complice du "goulag". La responsabilité la plus grande retombe sur les partis communistes. Mais les partis socialistes et d'autres secteurs de la gauche ne sont pas exempts de responsabilités.

Ceci peut s'expliquer par de multiples raisons, et certaines ont un poids très grand. Mais le fait reste. C'est un fait qui a eu des conséquences graves se trouvant au centre des éléments qui déterminent la crise actuelle de la lutte pour le socialisme. A ce phénomène, ne sont pas étrangers la faiblesse de l'opposition socialiste dans les pays de l'Est et, avant tout en URSS, ainsi que le poids que possèdent certains courants réactionnaires au sein de ces oppositions, plus spécialement en Union soviétique. De même, il faut y rattacher le véritable retard historique, pratique et théorique, de la lutte pour le socialisme en Occident.

Dans la mesure où le marxisme a servi à cacher des vérités aussi fondamentales et non pas à les comprendre, il était assez difficile d'avancer avec certitude dans une direction quelconque. Rossana Rossanda a dit que la gauche savait depuis longtemps ce qu'était le "socialisme réel", mais que, pourtant, elle avait continué à se mettre à ses côtés durant l'entre-deux guerres et puis durant la dite guerre froide et les révolutions coloniales. De l'autre côté, il y avait l'impérialisme. Sans vouloir minimiser ce facteur, je crois au contraire que pendant longtemps et dans sa plus grande partie jusqu'à tout dernièrement (et encore aujourd'hui dans un milieu non négligeable), la gauche s'est trompée sur le "socialisme réel". Avant tout, les partis communistes. Toute une série des éléments de son idéologie – le pseudo-marxisme –, que je n'ai pas le temps de caractériser ici – ont rendu possible cette aliénation idéologique.

On ne peut pas exclure qu'une connexion entre "socialisme réel" et luttes anti-impérialistes puisse encore se reproduire, même si cela me paraît peu probable. Une telle connexion peut très bien se conjuguer avec le caractère non-socialiste du "socialisme réel", comme cela s'est produit dans le passé. Ceci parce que, entre ce "socialisme réel" et une puissance impérialiste ou une autre, en particulier l'impérialisme américain, il existe des contradictions réelles, bien plus réelles que la réalité de ce socialisme. Et ceux qui luttent pour le socialisme, aussi bien en Europe que dans le reste du monde, ne peuvent pas renoncer à les utiliser chaque fois qu'il est possible.

Ces contradictions ont des racines différentes . Parmi elles, on retrouve celles qui sont nommées "intérêts de grande puissance", concept ambigu qui peut couvrir des contenus divers. Néanmoins, selon moi, une de ces racines n'est autre que la nature différente du système social. Ou, en d'autres termes, le fait que les systèmes de l'Est, sans être socialistes, ne sont pas pour autant assimilables au capitalisme occidental.

Ici, nous entrons dans le problème capital, qui fut au centre de tout le débat, quelle est la nature de ces nouvelles formations sociales ? Problème de fond, car de sa solution théoque dépend essentiellement la possibilité d'une lutte pour le socialisme de l'Elbe au Pacifique, d'une lutte qui ne se révèle pas aveugle ou ne se réduise pas à une explosion sans perspectives. Question décisive, parce que de sa solution théorique dépend aussi, de façon déterminante, la possibilité d'accomplir un pas en avant dans la défintion théorique de la "société socialiste", en sortant de la situation – dont parlait Rossana Rosanda – où personne sait très bien de quoi on parle lorsque l'on parle de socialisme. Sur ce terrain, dans les dernières années, on a avancé jusqu'à élucider une première question : cette société est-elle socialiste oui ou non ? Dans cette réunion, nous convergeons tous sur l'affirmation qu'elles ne le sont pas. Pour finir, les partis communistes en sont arrivés, de fait, à la même conclusion, quand, d'un côté, ils proclament l'unité substantielle entre socialisme et démocratie et, de l'autre, ils dénoncent l'absence de démocratie dans les pays de l'Est.

Il est vrai que, malgré cela, ils continuent à définir ces systèmes comme socialistes. Mais avec cela, ils se placent au sein d'une contradiction flagrante, qui doit exploser une fois ou l'autre. Cela a déjà commencé à se produire dans le parti communiste espagnol et ce n'est probablement qu'une question de temps et de circonstances pour que cela se produise aussi dans les autres partis eurocommunistes. Pour soutenir d'une façon tant soit peu crédible cette position, les eurocommunistes ont dû se replier sur la vieille conception trotskyste, pour laquelle, dans ces pays, les relations de production seraient socialistes, mais la superstructure politique ne le serait pas. Je ne m'attarderai pas à contester cette thèse, je l'ai fait ailleurs, et Bettelheim l'a répété, comme d'autres. Mais la vraie discussion commence à partir de la négation du caractère socialiste de ces formations. Si elles ne sont pas socialistes, que sont-elles ?

Les deux thèses qui s'opposent sont connues : pour l'une, il s'agit d'un type particulier de capitalisme, de capitalisme d'Etat, de capitalisme monopoliste d'Etat; pour l'autre, il s'agit d'un nouveau type de société de classe, aves des intérêts antagonistes, qui n'est pas socialiste mais n'est pas capitaliste. Il ne s'agit pas – et il convient de le préciser afin qu'il ne puisse y avoir d'équivoque – d'une quelconque "démocratie avancée", de transition entre le capitalisme et le socialisme. Le concept de socialisme, je l'utilise ici au sens marxiste : une formation sociale de transition entre le capitalisme et le communisme.

Mon hypothèse fait référence à la seconde solution. Je crois donc qu'il s' agit d'un nouveau type de société de classes antagonistes qui ne peut être assimilée au modèle capitaliste. La discussion entre les deux hypothèses s'est déjà faite publiquement à diverses occasions, la plus célèbre étant celle entre

Bettelheim et Sweezy. Moi, je me sens plus proche des hypothèses de Sweezy. Il est possible que l'importante recherche historique que fait Bettelheim me conduira à changer d'opinion. Pour l'instant – et de façon schématique – il me semble que dans les sociétés de l'Est où fut liquidée la propriété privée et où les moyens de production se trouvent dans les mains de l'Etat, il existe une série de rapports de production qui ont des formes analogues à ceux des rapports capitalistes. Mais cette analogie correspond-elle à une identité de nature ? Dans quelle mesure fonctionne la loi de la valeur et dans quelles limites ? Jusqu'à quel point le salaire est vraiment un salaire et peut-on réellement parler d'un marché du travail dans un sens capitaliste ?

La réalité est que, dans ces pays, il n'y a qu'un seul capital et non pas de nombreux capitaux indépendants. De même, il n'existe pas de directeur d'entreprise indépendants qui possèdent effectivement les moyens de production; il n'existe de même pas des travailleurs qui puissent "vendre" de façon tout à fait indépendante leur force de travail ailleurs que dans le lieu où ils se trouvent. Toutes ces relations sont au contraire soumises à la loi de l'autorité politique, qui s'exprime non seulement dans le plan, mais dans une série de normes et d'obligations significatives de ce capital unique, abstrait, dans lequel l'économique et le politique atteignent un degré élevé de fusion. Selon moi, dans ce système de relations, le rapport Etat/unité de production est une relation productive déterminante qui relègue à un rôle sans cesse plus subordonné la loi de la valeur.

Ce n'est pas parce qu'il existe un mécanisme régulateur de la société que celle-ci est par elle-même socialiste. Seulement si à tous les niveaux le pouvoir se trouve dans les mains de la collectivité laborieuse, cette régulation est socialiste. Son critère est alors la satisfaction des besoins sociaux. Si, au contraire, le pouvoir se trouve dans les mains d'un corps de fonctionnaires et d'administrateurs, se situant au sommet de la collectivité des travailleurs et échappant à tout contrôle de ces derniers, il devient le propriétaire effectif des moyens de production et accroît sans cesse sa capacité d'appropriation de ces moyens de production, c'est-à-dire qu'il détermine le fonctionnement du mécanisme de régulation sociale, cela dans le sens de ses propres intérêts et de la reproduction de sa propre situation de classe dominante.

Je ne m'attarderai pas plus sur un problème que nous ne pouvons pas résoudre ici et qui exige de nouvelles études et discussions. Il n'y a pas de doute qu'il ne s'agit pas d'un débat académique. Il possède une importante extrême sur le plan théorique et politique. Ce que je n'ai pas très bien compris, c'est le dilemme que posait Rossana Rosanda à la fin de son intervention : s'il s'agit de relations sociales nouvelles, affirmait-elle, dans lesquelles la subsistance de rapports capitalistes est secondaire, les destinataires de nos appels peuvent être les gouvernements; s'il s'agit de formations capitalistes, il ne s'agit pas de lancer des appels à la démocratie ou à la défense des droits civils, mais à la reprise de la lutte de classe. Les destinataires ne sont pas alors les gouvernements. A mon avis, dans les deux cas, il se produit une lutte de classe, même si les mécanismes de fonctionnement de l'un et de l'autre type de formation sociale dont différents. Mais dans les deux cas, il s'agit de société de classes, avec des intérêts antagonistes, et donc il s'agit d'une lutte de classes. Et dans les deux cas, je pense que la lutte pour les libertés démocratiques, pour les droits civils, etc. est un objectif primordial. Je dirai que c'est le premier objectif de la lutte de classe pour ouvrir la voie à une transformation socialiste de ces pays, quelle que soit leur physionomie actuelle. La question de savoir s'il faut s'adresser aux gouvernements ou non, à certaines occasions est une question purement tactique. Ce qui, par contre, est une question de stratégie c'est que dans n'importe quelle lutte pour le socialisme, la bataille pour les libertés démocratiques reste primordiale."

Louis Althusser

«La crise du marxisme»

"...Ils (nos amis et camarades d'exil) ont eu le courage de défendre leurs idées, de se dire marxistes et progressistes, de ne pas céder au chantage de l'idéologie bourgeoise. Et je voudrais aussi mettre à leurs côtés tous ceux qui ont pu et voulu rester à leur poste, pour ne pas se séparer de leur peuple. Ces hommes ne sont pas connus, mais nous savons qu'ils existent et qu'ils sont nombreux. Et derrière eux, il y a la masse des travailleurs qui résiste elle aussi à sa façon. Je suis d'accord avec Trentin : cela peut se faire de façon déconcertante, mais nous devons le comprendre. Nous devons aider les travailleurs de l'Est avec tous les moyens dont nous disposons et avant tout nous devons les aider à rompre leur isolement.

Je m'excuse de m'exprimer brutalement et schématiquement. Depuis un certain temps on parle entre nous de "la crise du marxisme" – Rossana Rossanda a utilisé cette notion. Il ne faut pas craindre ce terme. Si le marxisme est en crise et si cette crise est une crise ouverte, que tous peuvent voir, nos ennemis le savent et font tout ce qu'ils peuvent pour l'exploiter. Mais nous la voyons de même et nous la connaissons. Que signifie "crise du marxisme" ? Avant tout, c'est ce qu'on dit les camarades de la Mirafiori (usine Fiat) : quelque chose s'est rompu dans l'histoire du mouvement ouvrier, quelque chose est intervenu et en a rompu la continuité. C'est un fait. Il est difficile de mettre ensemble Octobre 1917, l'énorme rôle de la révolution soviétique, Stalingrad, avec les horreurs de Staline, avec le régime répressif de Brejnev. Si on ne sait plus comment maintenir ensemble le passé avec le présent, cela signifie que dans la conscience des masses il n'est plus un idéal réalisé. Un idéal vivant. Nous ne pouvons passer par-dessus, en affirmant seulement qu'il y a diverses voies vers le socialisme. Puisque apparaît subitement une question inquiétante : à la limite, qu'est-ce qui garantit que le socialisme des autres voies ne conduise au même résultat, au socialisme. existant actuellement ?

Mais la crise du marxisme a une deuxième signification. Non seulement quelque chose s'est rompu dans l'histoire du mouvement ouvrier, non seulement l'URSS est passée de Lénine à Staline et Brejnev, chose déjà assez grave, mais, ce qui n'est pas moins grave, les organisations de lutte de classes marxistes

n'ont pas donné une explication marxiste de l'histoire qui fut faite au nom du marxisme. S'il est vrai qu'il est assez difficile de fournir une explication marxiste de cette histoire, cela veut dire que la crise actuelle révèle une faiblesse et peut-être plus qu'une faiblesse, une crise de la théorie. (...) Si cela est vrai, il me semble qu'au-delà de l'exploitation que peuvent en faire nos ennemis, il y a trois façons de réagir.

La première, qui est propre à certains partis communistes, consiste à sauver ce qui peut être sauvegardé, à ne pas parler de crise et à continuer comme si de rien n'était. Ce n'est pas une position responsable. La seconde manière, consiste à recevoir le choc de la crise, à le subir, à en souffrir, tout en continuant à chercher quelques raisons d'espérer. Ceci s'accompagne d'un désarroi. Mais, une fois passé le premier moment, on ne peut pas vivre sans un minimum de réflexion sur les perspectives, au risque de flotter sur l'histoire comme des chiens crevés au fil de l'eau.

La troisième façon de réagir face à la crise consiste à prendre une certaine distance historique, théorique et politique qui permette de découvrir, même si cela n'est pas aisé, sa nature, son sens et sa portée. Je crois que l'on peut réussir. Et si nous réussissons, nous pourrons changer de langage : au lieu de dire le "marxisme est en crise", on sera tenter d'affirmer : "Finalement, la crise du marxisme explose !" Finalement, elle apparaît au grand jour, finalement elle est visible pour tout le monde, finalement quelque chose de vital peut être libéré de cette crise et à travers cette crise. Ce n'est pas un paradoxe. Je pense en fait que la crise du marxisme n'est pas un nouveau né. Elle ne date ni des dernières années ni de la rupture du mouvement communiste international. Si elle a surgi au grand jour après la crise du mouvement communiste international, elle était bien plus vieille qu'elle, puisque, en fait, elle en fut une des causes. Si la crise a éclaté et est devenue visible seulement ces dernières années, si elle ne pouvait pas éclater avant, c'est dans la mesure où elle était bloquée par tout un appareil politique er idéologique. Pour nous, à part quelques exceptions, pour quelques brèves phase du mouvement ouvrier, on peut dire que la crise du marxisme surgit dans les années trente. (...)

On se trouve aujourd'hui face à la nécessité vitale de remettre en cause une certaine idée de nos auteurs et maîtres, sur laquelle nous nous sommes reposés trop longtemps et sur laquelle il se peut que l'on s'appuyera encore... Il n'y a dans cela rien de surprenant. Il serait insensé de croire que ceux-ci auraient pu donner une théorie complète et totale, si cette dernière est une théorie de lutte. En tant que telle, elle est marquée par la nature de l'idéologie dominante dans la période durant laquelle elle est née et avec laquelle elle a dû rompre dans une bataille sans fin. Il ne faut pas s'étonner si elle comporte, donc, des contradictions et des lacunes. Je pense, au contraire, qu'il est important d'assumer ses contradictions et ses lacunes – en saisissant la possibilité historique offerte par la crise – afin de lui rendre toute sa nature libératrice."

Les héritiers désenchantés

Ernest MANDEL

En marge de la Biennale de Venise – qui fut un festival d'anticommunisme et d'antimarxisme virant parfois à l'antirationalisme. Le quotidien italien "Il Manifesto" a organisé un colloque sur la nature de l'URSS qui ne manqua pas d'intérêt. Il rassembla pour l'essentiel des orateurs de divers courants centristes, à mi-chemin entre les PC eurocommunistes et le marxisme révolutionnaire. Althusser, Bettelheim, Claudin et Rossanda sont des porte-parole typique et d'ailleurs passablement hétérogènes, de ce courant.

Entre la mauvaise mémoire et la mauvaise conscience

Ce qui frappe tout d'abord dans la lecture des principales interventions à ce colloque, c'est l'impuissance des orateurs à faire honnêtement les comptes avec leur propre passé. Ils sont obsédés par la question : comment avons-nous pu si longtemps croire qu'il y avait vraiment le socialisme en URSS, ou, pire encore, défendre publiquement l'idée de l'URSS, paradis et bastion du socialisme, alors que nous n'y croyions plus qu'à moitié ? Mais ils n'arrivent pas a répondre de façon satisfaisante à cette question qui renvoie aux rapports exacts entre la bureaucratie soviétique et les PC d' Occident, et la manière dont s'articulent la lutte de classe dans les pays capitalistes, les luttes anti-impérialistes des peuples colonisés, les conflits d'Etat dans l'arène internationale, et les conflits socio-politiques dans les Etats ouvriers bureaucratisés. L'incapacité à dominer cette articulation dialectique renvoie à son tour à l'acceptation de dogmes non-marxistes et antimarxistes comme la possibilité de parachever la construction du socialisme dans un seul pays, le principe du parti unique (et de sa direction infaillible) du prolétariat, le mythe de l'immaturité du prolétariat pour s'émanciper et de la nécessité que le parti se substitue à lui et pour "faire la révolution" et pour "construire le socialisme", etc.

Toutes ces questions, Althusser, Bettelheim, Claudin et Rossanda, soit ne se les posent guère, soit les noient dans des échappatoires faciles et abstraites. Il est décidément plus commode d'invoquer une "crise du marxisme" (Althusser) que de faire sa

propre autocritique et de se demander si c'était vraiment conforme au marxisme qu'on ait accepté et justifié les procès de Moscou, l'étranglement de la révolution espagnole, le slogan "la grève, c'est l'arme des trusts" de Thorez-Togliatti durant la phase de collaboration ministérielle des PC au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'écrasement par les blindés soviétiques de la révolte des ouvriers de Berlin-Est de juin 1953, ou l'abandon cynique du mot d'ordre d'élection d' "organes de pouvoir du type de la Commune de Paris" au moment du tournant de la révolution culturelle en Chine.

Cela donne à toutes les analyses du colloque du Manifesto un aspect a-historique, où des éléments importants de la réalité des soixante dernières années sont passés sous silence, évacués ou falsifiés dans une tradition qui reste reliée au stalinisme. Nous ne voulons pas mettre en doute la bonne foi des orateurs. Mais la mauvaise conscience, voire le complexe de culpabilité, sont tout aussi mauvaises conseillères que la foi aveugle et irrationnelle dans le "bastion socialiste".

Ainsi, Rossana Rossanda découvre un "tournant final" dans la nature de l'Etat soviétique avec l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968. Mais en quoi cette invasion fut-elle différente de l'invasion de la Hongrie en 1956 ? L'assassinat physique de presque tous les cadres bolchéviques en URSS ; la politique d'écrasement de la révolution sociale en Espagne – y compris par la terreur et l'assassinat de travailleurs et militants révolutionnaires -la dissolution du PC polonais; la livraison de communistes allemands à Hitler durant le pacte Hitler-Staline; l'excommunication de la Yougoslavie, tous ces crimes qui s'échelonnent de 1934 à 1956. Tout cela n'était-il pas exclusivement dicté par les besoins de la diplomatie du Kremlin, et les intérêts de la bureaucratie soviétique, sans tenir compte des véritables intérêts de l'URSS ou de ceux du mouvement ouvrier international ? Pourquoi cet étrange oubli de 20 années d'histoire ?

Et comment peut-on nier que la politique étrangère de Lénine et de Trotsky fut foncièrement différente de celle-là, que par exemple, la conclusion des traités de Brest-Litovsk et de Rapallo n'amena pas une seconde les révolutionnaires russes et allemands à abandonner leur cours sur la révolution allemande, y compris à brève échéance ?

Quand Rossana Rossanda présente la révolution d'Octobre, rétrospectivement, comme une entreprise "essentiellement politique d'une avant-garde", il s'agit d'une grossière falsification historique. La révolution d'Octobre, et ce qui l'a précédée et suivie, représente le mouvement révolutionnaire de masse le plus ample, le plus radical et le plus audacieux que l'humanité ait jusqu'ici connu. Ce drame grandiose a eu des millions et des millions de protagonistes, et non une seule avant-garde restreinte.

Il suffit de rappeler que le "refus d'autolimitation et d'autosacrifice" du prolétariat russe – prévu par Trotsky dès 1906 – l'a conduit spontanément à chasser, en l'espace de quelques mois, les patrons et directeurs de toutes les entreprises, dès lors qu'il détenait le pouvoir politique et les armes, et ce contre les calculs savants et les plans tactiques des dirigeants bolchéviques, qui avaient prévu toute une série d' "étapes" avant la collectivisation de l'économie urbaine. Mais la différence entre les bolchéviks et les staliniens (ou réformistes), c'est que les premiers ne s'opposèrent évidemment point à cette initiative spontanée et impétueuse des masses, et essayèrent seulement de lui donner une direction et une cohérence indispensables pour éviter le chaos et l'effondrement de la révolution.

Le marxisme constitue un tout. Si, après en avoir dénaturé des parties essentielles, et pour sortir d'indivision, on s'efforce de vendre aux enchères une fraction de l'héritage, en faisant disparaître une autre partie dans les oubliettes, et en cherchant à s'accrocher seulement à un tiers du tout, nul doute que la "crise" est ouverte. Soyons-en convaincus : elle sera permanente et elle conduira loin. Mais ce sera la crise de marxistes incapables de comprendre, d'expliquer et donc de surmonter leurs propres erreurs passées, non la crise du marxisme.

L'aspect le plus indécent de l'opération consiste à maintenir le silence sur tous ces marxistes qui ont été capables de dénoncer dès le début les crimes de Staline, avant tout – mais pas seulement – les trotskystes. Quand Rossanda et Claudin proclament que "toute la gauche" européenne est coupable d'avoir chanté le "socialisme réalisé" en URSS, on est tenté de leur répondre : "Un peu plus de modestie, chers camarades ! Ne prenez pas la partie pour le tout. Parlez pour vous-mêmes. Mais ayez ce minimum de pudeur de ne pas impliquer dans votre culpabilité à vous ceux qui n'ont jamais abdiqué l'esprit critique, la fidélité au critère de classe et à l'indépendance de classe, qui sont tout de même l'ABC du marxisme. Et surtout ne crachez pas dans le seul puits d'où vous pouvez tirer la boisson qui permet de désaltérer votre soif de "marxisme régénéré".

Rapports de production et rapports de propriété

Bettelheim enfourche une fois de plus son dada présentant la propriété collective des moyens de production en URSS comme une simple "catégorie juridique". Il s'agit d'une interprétation étriquée, mécaniste et fausse de la catégorie marxiste de "rapports de production", réduisant ceux-ci aux seuls rapports, au sein de chaque unité de production, entre ceux qui produisent et ceux qui administrent, dirigent le processus de production, et sont censés s'approprier le surproduit social (1).

En réalité, la catégorie marxiste des "rapports de production" englobe l'ensemble des rapports que les hommes engagent les uns avec les autres dans la production et la reproduction de leur vie matérielle, aussi bien ceux qui se passent à l'intérieur de l'entreprise que ceux qui se nouent entre les entreprises. Car, à l'époque de la grande industrie, il est absolu-

ment impossible de produire de manière autarcique au sein d'une seule entreprise, sans avoir des rapports de production avec d'autres unités de production. Le degré existant de socialisation objective du travail rend toute réduction des "rapports de production" aux relations micro-économiques à l'intérieur de l'usine inadéquate et incohérente.

Dans le capitalisme, la propriété privée des moyens de production correspond non pas à une "catégorie juridique" mais à une structure socio-économique, à des rapports de production spécifiques (dont la "catégorie juridique" n'est que le corollaire). Elle signifie que le travail reste essentiellement le travail privé, que ses produits sont donc des marchandises, que le travail social est fragmenté entre des unités de production opérant indépendamment les unes des autres, que pour cette raison, la distribution des forces productives entre ces différentes unités s'effectue en dernière analyse par la loi de la valeur, opérant derrière le dos des producteurs (le flux et le reflux des capitaux entre les différentes branches d'activité économique). L'obligation pour les capitalistes d'accroitre l'extraction de la plus-value du prolétariat se fait sous cette contrainte, résultant de la propriété privée et de la concurrence, et non par une quelconque passion existentielle du "capital", "d'exploiter parce qu'il est dans sa nature d'exploiter". C'est ainsi de toute façon, que Marx explique le capitalisme dans "Le Capital".

Dans l'économie soviétique, la conjonction de la propriété collective des moyens de production – dont la propriété d'Etat est la forme la plus basse, c'est exact, mais c'en est tout de même une forme ! – de la planification centrale, de la destruction du pouvoir d'Etat de la bourgeoisie et du monopole étatique du commerce extérieur, crée des rapports de production différents de ceux du capitalisme et non seulement des "rapports juridiques apparemment nouveaux". Même si l'on devait admettre qu'à l'intérieur des entreprises, les rapports ouvriers/directeurs seraient identiques aux rapports ouvriers/patrons en régime capitaliste – ce qui est loin d'être le cas ! –, le seul fait que les matières premières et machines ne sont plus des marchandises, ne circulent plus entre les entreprises sous forme de vente et d'achat mais sont, pour l'essentiel, distribuée par le plan, implique des rapports de production foncièrement différents de ceux du mode de production capitaliste. Il en résulte une structure économique qui se développe selon une autre dynamique que celle du capitalisme, qui a d'autres lois de développement, et qui est déchiré par d'autres contradictions.

Prenons un exemple a contrario. Imaginons une société dans laquelle les travailleurs se sont appropriés toutes les entreprises, les ont transformées en coopératives de production et les gèrent démocratiquement sur pied de complète égalité. En même temps, ils décident que ces entreprises sont propriétaires de leurs produits, et les achètent et vendent sur le marché. Toute la production resterait donc une production marchande, seule la force de travail n'étant initialement plus une marchandise.

Aurions-nous dès lors des rapports de production socialistes, parce que "l'exploitation est totalement supprimée au sein de l'entreprise" ? Le malheur, c'est que le surproduit social est une entité essentiellement macro-économique, une fois dépassé un certain seuil de socialisation objective du travail. Il n'y aurait plus d'exploitation au sein de l'entreprise, c'est entendu. Mais par le truchement du marché, il y aurait transfert de valeur, donc exploitation, des entreprises moins productives par les entreprises plus productives. La concurrence ayant sa logique impitoyable, les coopératives "non rentables" ne pourraient plus assurer à leurs membres un minimum vital, voire seraient obligées de fermer leurs portes, ne pouvant plus acheter les matières premières. Le chômage ferait sa réapparition massive. En même temps, le caractère marchand des machines permettrait que les coopératives les plus riches rachètent l'outil des coopératives moins rentables. Faudrait-il attendre longtemps avant que les chômeurs offrent leur force de travail sur un nouveau marché ? La société se rediviserait ainsi en propriétaires et non-propriétaires de moyens de production, – si les coopérateurs ne découvrent pas à temps la véritable solution de rechange : remplacer les rapports marchands qu'ils ont noués entre eux en dehors de chaque entreprise et qui sont bel et bien des rapports de production, par des rapports d'association et de planification a priori.

Capitalisme d'Etat ?

Pour démontrer qu'il y a le capitalisme en URSS, Bettelheim s'appuie sur un argument d'une simplicité déconcertante : là où il y a le salaire, il y a le capital. Les travailleurs soviétiques sont des salariés. Donc, il y a du capital en URSS.

L'argument est fondé sur un jeu de mot grossier. Le terme "salaire" peut être employé dans un double sens : soit celui de "forme monétaire de la rémunération" (par exemple, le salaire d'un soldat romain, que mentionne Marx) ; soit celui de la rémunération de la force de travail séparée de ses moyens de production et de tous accès aux moyens de subsistance, et pour cette raison contrainte de devenir une marchandise et de se vendre aux propriétaires des moyens de production.

En URSS, il y certainement un "salaire" dans le premier sens du terme. Mais on ne peut pas déduire automatiquement de ce fait qu'il y a un rapport de production "capital/travail salarié" (2). Or, Bettelheim se livre précisément à ce jeu de prestidigitation. Sans examiner le moins du monde la question de savoir si la force de travail est une marchandise, si elle n'a d'accès aux moyens de production qu'en se vendant aux propriétaires des moyens de production, qui sont ces mystérieux propriétaires, où est ce mystérieux "marché du travail", si les moyens de production sont du capital, donc des marchandises ; il se contente d'un syllogisme simple : "Le salaire implique le capital. Il y a le salaire. Il existe donc du capital". Ce n'est pas très sérieux.

En réalité, l'appropriation collective des moyens de production a été associée, dans le cadre de la planification centrale, au droit au travail garanti pratiquement à tous, dès qu'elle s'est généralisée (ce ne fut pas le cas à l'époque de la NEP,

lorsqu'elle ne fut que partielle). Il n'y a pratiquement pas de chômeurs en URSS. Il est normalement impossible pour un directeur d'entreprise de licencier un ouvrier (sauf pour des raisons politiques, extra-économiques). Il n'y a donc pas de marché du travail (sinon un marché noir, mais il est marginal et ne peut en aucune manière déterminer la structure sociale du pays). Dans ces conditions, les conditions de travail, même si on veut les appeler fondées sur l'exploitation, ne sont pas celles du travail salarié et du capital, qui impliquent la vente (libre) du premier au second.

Bettelheim ne semble pas s'apercevoir des implications "énormes" de sa formule simpliste. D'abord, qu'il n'y a jamais eu ni de révolution sociale en URSS ni de révolution sociale en Chine, puisque du premier jour d'existence de la Russie soviétique, et du premier jour d'existence de la RP de Chine, le salaire n'a jamais disparu ni de l'un ni de l'autre de ces pays.

Ensuite, que l'importance prétendument essentielle des rapports de production disparaît de nouveau comme par enchantement à partir du moment où la forme de rémunération du travail reste monétaire de façon prédominante (à 80, 60 ou 50 % ? Même à 40, 30 et 20 % ?). Car enfin, travailler pour un salaire pour un patron sous le tsarisme, travailler pour un salaire dans une usine autogérée, insérée dans un système de planification démocratique, ou travailler pour un salaire dans des entreprises (et une planification) gérées comme des monopoles, pour la bureaucratie, cela implique au moins partiellement des rapports de production très différents. Non, faudrait-il conclure maintenant : "Puisqu'il y a salaire, il y a chaque fois le capital."

L'idée d'un "capitalisme d'Etat sans capitalistes" utilisée non comme boutade mais comme définition scientifique serait encore plus saugrenu. Jusqu'ici, la théorie marxiste avait connu deux modèles de "capitalisme d'Etat" : celui dont parle Engels et qui se réfère explicitement à une société où la classe bourgeoise garde son pouvoir économique et politique, mais se transforme simplement de propriétaires d'actions en propriétaires d'obligations d'Etat (3) et celui dont parle Lénine, et qui est celui d'entreprises privées contrôlées par l' Etat prolétarien. Lénine n'a jamais utilisé le terme de "capitalisme d'Etat" pour les entreprises nationalisées en URSS (4). Mais parler de "capitalisme d'Etat" après l'expropriation de la bourgeoisie, après son élimination en tant que classe, après la naissance d'un système économique qui ne se caractérise par aucune des lois de développement du régime capitaliste – qui ne connait ni la contrainte à l'accumulation et à l'accroissement de la composition organique du capital sous la pression de la concurrence, ni la baisse tendancielle du taux moyen de profit, ni les investissements déterminés par les impératifs du profit, ni les crises cycliques de surproduction avec chômage massif –, c'est une fois de plus jouer sur les mots. Ce serait en tout cas un "capitalisme" qui n'aurait rien de commun avec le "capitalisme" analysé par Marx et qui existe dans les pays où règne la bourgeoisie. A quoi cela sert-il dès lors de l'appeler "capitaliste"?

Pour le marxisme, chaque mode de production est caractérisé par un système caractéristique de rapports de production, fondés sur des rapports de classe spécifiques. Mais comme on ne peut pas décemment affirmer que la même classe sociale est au pouvoir en RFA et en RDA, en RP de Chine et à Taiwan, en URSS et aux Etats-Unis; puisqu' on se retranche derrière un "capitalisme sans classe capitaliste", on arrive ainsi au paradoxe extrême d'un même mode de production, supposé fondé sur des rapports de production identiques... mais qui s'appuieraient sur des rapports de classe différents ou, pis encore, sur des rapports de classe inexistants (puisqu'il n'y a pas de classe capitaliste).

L'infrastructure de l'URSS est-elle socialiste?

Fernando Claudin avance la thèse audacieuse selon laquelle "les eurocommunistes ont dû se replier sur la vieille conception trotskyste, pour laquelle, dans ces pays, les relations de production seraient socialistes, mais la superstructure ne le serait pas". On se demande où il est allé chercher pareil concept! Certainement pas dans les écrits de Trotsky, ou dans un quelconque écrit d'un auteur représentatif de la IVe Internationale!

Dans "La Révolution trahie", Trotsky démolit la thèse selon laquelle le socialisme aurait été édifié en URSS. Il ne la rejette pas seulement comme totalement fausse dans le domaine de la superstructure, mais encore dans celui de l'infrastructure.

C'est Staline et non Trotsky qui est l'auteur de la thèse absurde selon laquelle la propriété nationalisée des moyens de production (la suppression de la propriété privée) égalerait le socialisme. C'est la justification pseudo-marxiste essentielle de toute sa théorie du socialisme dans un seul pays. En combattant la théorie du socialisme dans un seul pays, révision fondamentale du marxisme, l'Opposition de gauche soviétique, Trotsky et le mouvement trotskyste international, ont sans cesse rappelé que la suppression de la propriété privée des moyens de production est une précondition nécessaire mais en elle-même absolument insuffisante pour l'édification d'une société socialiste.

Ils ont rappelé ce qui se trouve en toutes lettres chez Marx ("Critique du Programme de Gotha"), Engels ("Anti-Dühring") et dans la logique interne du marxisme : que pour qu'il y ait une infrastructure réellement socialiste, il faut au moins quatre conditions : la suppression de la propriété privées; un niveau de développement des forces productives qualitativement supérieur à celui du capitalisme; la disparition des catégories marchandes et monétaires (c'est-à-dire une véritable maîtrise des producteurs sur leurs conditions de production, de travail et de distribution); et des rapports de production qui sont ceux des producteurs associés (aujourd'hui nous dirions : d'autogestion démocratiquement planifiée) à tous les échelons de la vie économique, de l'entreprise jusqu'au niveau central et suprême de planification.

Quarante ans avant que Bettelheim et Claudin ne fassent cette découverte sensationnelle, Trotsky a rappelé, non sans ironie, que si de tels rapports de production socialistes pouvaient vrai-

ment s'établir dans un seul pays, l'Etat pourrait y disparaître tout aussi facilement, même face au "danger étranger". Une société socialiste disposerait d'une supériorité sociale, économique, technique, morale, politique tellement prononcée sur ses ennemis étrangers qu'elle n'aurait point besoin d'un organe spécial pour se défendre. La collectivité serait parfaitement capable de se charger elle-même de cette tâche.

Mais Claudin, Bettelheim et Rossana Rossanda, qui n'ont pas jusqu'à ce jour fait leurs comptes avec la théorie stalinienne du socialisme dans un seul pays, imputent maintenant la conception révisionniste stalinienne d'une infrastructure socialiste coexistant avec un Etat répressif – voir la lutte des classes qui s'aggrave après le disparition des classes'. – aux... trotskystes.

Bon exemple d'honnêteté intellectuelle'. Nous ne pouvons que répéter : "Un peu de pudeur, s'il vous plaît, chers camarades. Quand on a si longtemps couvert les crimes de Staline, il faudrait redoubler d'égards à l'encontre de ses principales victimes." Pour autant qu'on ne veuille pas mettre, une fois de plus, en cause la bonne foi des orateurs, leur confusion provient du fait qu'ils ne comprennent pas le concept de "période de transition" entre le capitalisme et le socialisme, qui se caractérise, tant au niveau de l'infrastructure qu'à celui de la superstructure par des rapports sociaux spécifiques et hybrides qui combinent des éléments du passé capitaliste avec des germes de l'avenir socialiste. Mais dire "combinaison d'éléments hybrides" n'implique point "présence de rapports de production socialistes". L'essentiel, c'est justement le caractère spécifique de ces rapports, caractéristiques de la période de transition (5).

Le capitalisme se caractérise par la généralisation de la production marchande. Le socialisme se caractérise par la disparition de la production marchande. La période de transition de l'un à l'autre se caractérise par la survie partielle de la production marchande (surtout dans le secteur des moyens de consommation) et sa suppression partielle (essentiellement dans le secteur des moyens de production). La planification centrale est le germe de la future planification socialiste. Mais précisément parce que la production marchande subsiste partiellement, la planification à l'époque de transition n'est nullement une planification socialiste, puisqu'il continue à y avoir tension et conflit permanents entre le plan et le marché.

S'il y a absence d'autogestion, cette planification est évidemment encore moins socialiste.

Le capitalisme se caractérise par l'existence d'un Etat au service de la classe capitaliste, pour servir les intérêts de la mise en valeur, de l'accumulation et de la reproduction du capital et des rapports sociaux travail salarié/capital. Le socialisme, société sans classes, se caractérise par la disparition de l'Etat. La période de transition se caractérise par l'existence d'un Etat d'un type nouveau qui devrait progressivement dépérir. Mais la survie, pendant cette période, de classes et couches sociales différentes, prolonge la survie de l'Etat. La dictature du prolétariat ne préfigure la société socialiste autoadministrée que dans la mesure où elle dépérit, non dans la mesure où elle survit (ou se renforce).

La dégénérescence bureaucratique congèle en quelque sorte la société à l'époque de transition à mi-chemin entre le capitalisme et le socialisme, en bloquant les voies essentielles par lesquelles elle pourrait progresser vers le socialisme. L'inégalité sociale croissante aggrave les contradictions entre les rapports de production postcapitalistes et les normes de distribution bourgeoises. Elle bloque le dépérissement des catégories marchandes et monétaires et sape l'efficacité de la planification.

L'absence de gestion ouvrière, l'absence de contrôle populaire, accentuent le gaspillage de ressources matérielles et humaines et entravent l'épanouissement de l'initiative créatrice des masses. L'absence de démocratie socialiste permet de maintenir le monopole de la bureaucratie sur toutes les fonctions de directions, à tous les niveaux de la vie sociale.

Le mythe du parti unique n'est que la rationalisation apologétique de ce monopole. Ainsi augmentent et s'aggravent toute une série de contradictions économiques, sociales et politiques particulières à la dégénérescence bureaucratique de la société de transition, qui s'ajoutent aux contradictions spécifiques de cette société.

La politique n'est plus au poste de commamde

Du moins pour les orateurs ex-maoïstes du colloque – essentiellement Bettelheim et Rossana Rossanda – les positions qu'ils adoptent aujourd'hui entraînent un nouveau virage de 180° dans la méthode d'approche de l'analyse de l'URSS et des pays ayant renversé le capitalisme.

Hier, on nous expliquait gravement que la question décisive, c'était celle du pouvoir politique, déterminé en dernière analyse par la "ligne politique", voire l'idéologie dominante. C'était un artifice indispensable pour expliquer comment aurait pu avoir lieu une mystérieuse "restauration du capitalisme" sous Khrouchtchev, alors que les rapports de production sous Staline, sous Khroutchtchev et sous Mao sont rigoureusement les mêmes. C'était aussi nécessaire pour expliquer pourquoi la Roumanie était "socialiste" et l'URSS "social-impérialiste et fasciste", malgré l'identité totale de leur structure socio-économique. C'était finalement nécessaire pour expliquer pourquoi la chute de la "bande des quatre" constitue un quelconque "tournant décisif" en République populaire de Chine, alors qu'il n'y avait rien d'essentiel de changé aux rapports de production.

Mais maintenant, on passe allègrement d'un extrême à l'autre. Ce qui serait décisif, ce serait "les rapports de production". Les questions de la superstructure ne seraient que le reflet de ceux de l'infrastructure. Attrape, Mao Tsé-tung ! En réalité, dans toutes les sociétés, il y a une interaction entre la base

et la superstructure, et la première ne détermine la dernière qu'en ultime instance (6). Il est dès lors évident que dans une société où l'Etat est propriétaire des moyens de production et dans laquelle fonctionne une planification centrale, la forme d'exercice du pouvoir politique revêt une importance capitale pour déterminer les rapports de dominations et/ou d'égalité sociale.

Certes, la bureaucratie ne peut exercer le contrôle qu'elle exerce sur la société soviétique (et chinoise) que parce qu'elle dispose du surproduit social, que parce qu'elle préside à sa distribution. Mais la bureaucratie n'est à son tour bureaucratie que parce qu'elle monopolise l'exercice du pouvoir d'Etat.

Si ce monopole est brisé sous l'assaut des masses, son contrôle du surproduit social risque de se réduire de manière draconienne, sinon de disparaître entièrement.

Dès lors, la manière dont nos orateurs envisagent la problématique de la société soviétique (et chinoise) paraît caractérisée par l'évacuation du problème-clé qui est celui de la bureaucratie. En centrant hier le discours sur la ligne politique, voire l'idéologie, en le centrant aujourd'hui sur le "salariat", on passe sous silence le vrai problème qui est celui d'assurer à la classe ouvrière le contrôle réel, en tant que classe, sur ses conditions de travail et sur le surproduit social qu'elle produit. Et ce problème, qu'on le veuille ou non, est éminemment politique (7).

Ce n'est pas par hasard que toutes les analyses et toutes les lamentations des rapporteurs du Colloque ne débouchent sur aucun programme d'action politique concret, sur aucune proposition préfigurant le retour sur la voie de construction du socialisme en URSS et en Chine. La seule chose sur laquelle ils insistent, et avec laquelle nous sommes évidemment d'accord, c'est la nécessité de la lutte pour les libertés démocratiques.

C'est nécessaire, mais c'est fort insuffisant. Cela ne résout nullement la question des "rapports de production" ni celle du "salariat". Cela ne permet surtout pas de relier la question du contenu de la révolution antibureaucratique à l'Est au contenu de la révolution socialiste pour laquelle nous combattons à l'Ouest.

Quant à nous, après soixante années d'expériences avec divers modèles "socialistes", tant sur le plan économique que sur le plan politique, les questions décisives pour permettre une transition réelle vers le socialisme après la victoire de la révolution socialiste, nous semblent être les suivantes :

1) Pouvoir de décision réel de la classe ouvrière sur la répartition du produit national entre fonds de consommation et fonds d'accumulation, entre fonds d'accumulation productive et fonds d'accumulation improductive, entre fonds de consommation individuelle et fonds de consommation sociale, ainsi (ce que cela implique) sur toutes les proportions essentielles du plan et tous les projets importants d'investissements. Voilà le contenu réel de la formule : pouvoir de la classe ouvrière de disposer du surproduit social.

2) Cela nécessite la possibilité de choix réels entre des projets alternatifs du plan, donc un pluralisme politique réel et un libre accès à tous les moyens de diffusion massive de différents partis et courants politiques, c'est-à-dire l'exercice réel du pouvoir politique par des conseils de travailleurs et des conseils populaires librement et démocratiquement élus et non par un parti unique.

De là la nécessité d'une démocratisation générale de la vie politique et sociale.

3) Pouvoirs de décision et de veto des travailleurs en matière de rythme et d'organisation du travail à l'entreprise, de fixation des normes de travail et de salaire, etc. Garantie effective de la sécurité d'emploi et d'existence. Pouvoir de contrôle effectif sur l'exécution du plan à tous les niveaux de la vie économique. Fixation des objectifs du plan en fonction de la priorité accordée à la satisfaction des besoins de la population, par des consultations et des conférences producteurs/consommateurs dans toutes les branches de production concernées. Voilà le contenu réel de la formule : "autogestion démocratiquement centralisée et articulée", qui permet aux travailleurs de prendre les décisions économiques, à tous les niveaux où celles-ci peuvent être prises effectivement.

4) Début réel de dépérissement de l'Etat par la multiplication de structures d'auto-administration dans toute une série de domaines sociaux.

5) Réduction radicale du temps de travail et efforts prioritaires pour arriver à l'enseignement supérieur généralisé, c'est-à-dire pour réduire radicalement l'écart entre le travail manuel et le travail intellectuel, sans quoi l'autogestion et l'auto-administration resteront largement sur le papier.

6) Réduction radicale des inégalités en matière de rémunération (y compris rémunérations en nature) et extension progressive des services et des biens distribués selon le critère de la satisfaction des besoins, sans intermédiaire d'argent. Cela implique une réduction radicale de toutes les inégalités entre femmes et hommes, régions différentes, nationalités différentes, villes et campagne, etc.

7) Education internationaliste systématique et prononcée, politique d'appui à la révolution internationale, pour des raisons à la fois objectives et subjectives indispensables à la progression vers le socialisme.

8) Encouragement d'une révolution culturelle permanente, mais sans contrainte ni emploi de méthodes administratives, et dans le respect du pluralisme culturel et idéologique.

Il nous semble que l'émergence de rapports de production "de plus en plus socialistes" dépend concrètement des mécanismes que nous venons de décrire, sur l'arrière-fond d'un essor des

forces productives dont elle n'est cependant nullement le produit automatique et fatal. Il nous semble que c'est pour un programme de cette sorte que les masses laborieuses des pays de l'Est se battront demain lorsqu'elles tenteront de se débarrasser de la gangue bureaucratique qui les étouffe. Contrairement à ce qu'affirme Rossana Rossanda, on n'a nul besoin d'affirmer que le capitalisme est restauré en URSS pour s'orienter résolument vers la réalisation de ce programme par une révolution d'en bas, tout en comprenant qu'elle se combinera avec de nombreux clivages au sein de l'appareil.

Et nous nous permettons de souligner que ce programme ne contient ni l'abolition de la propriété collective, ni la disparition de la planification centrale, ni le rétablissement d'un marché "du travail" et des machines, ni l'élimination du monopole étatique du commerce extérieur. Ce qui veut bien dire que le capitalisme n'a pas (encore) été restauré dans ces pays, que la marche vers le socialisme peut reprendre partant de cet acquis; et que sa disparition rendrait cette marche infiniment plus difficile ce pourquoi il faut continuer à défendre ce qui subsiste des conquêtes d'Octobre.

25 novembre 1977

NOTES

1) Nous disons : "sont censés s'approprier". En réalité, la bureaucratie ne peut profiter du fait qu'elle dispose en pratique du surproduit social et détermine sa répartition que pour s'approprier une fraction relativement réduite de celui-ci. La majeure partie du surproduit social n'est appropriée ni par le bureaucrate individuel, ni par la bureaucratie dans son ensemble.

Elle se transforme en moyens de production supplémentaires qui ne sont pas la propriété de la bureaucratie, mais celle de l'Etat. C'est une raison essentielle pour laquelle il est abusif d'appeler cette bureaucratie une "nouvelle classe dominante".

Elle en a d'ailleurs nettement conscience elle-même. Sa fraction la plus "militante" mène un combat constant et obstiné pour élargir cette sphère d'appropriation du surproduit par la bureaucratie. Mais à la longue, cela n'est possible que par la suppression de la planification centrale et la suppression de la propriété collective des usines.

2) Dans la citation que Bettelheim fait du tome III du "Capital", travail salarié et capital forment un tout articulé au couple "salaire/profit". Mais justement, le profit en tant que catégorie telle qu'elle fut analysée par Marx n'existe pas en URSS. Le surproduit social ne s'approprie pas après vente des marchandises et réalisation de la plus-value. L'Etat peut parfaitement s'approprier le surproduit social sous forme de valeurs d'usage, de machines et de matières premières produites en plus de celles qui se substituent chaque année aux machines et matières premières usées. La catégorie de "profit" en URSS n'est qu'une catégorie comptable qui doit permettre de juger (de manière fort incohérente d'ailleurs) de la productivité comparative des entreprises a posteriori. Il n'est pas le but réel de toute la production qui détermine toute la marche de la vie économique, comme c'est le cas sous le capitalisme.

3) Cf. F. Engels : "Anti-Dühring" (Editions sociales, Paris, 1950, p. 317-318), où le contexte démontre cela clairement (références aux chemins de fer nationalisés, etc.) En outre, Engels parle dans le même contexte de "l'Etat des capitalistes". Il ne lui serait certes pas venu à l'esprit d'identifier avec "l'Etat des capitalistes" qui peut réaliser un "capitalisme d'Etat", un Etat qui résulte de l'expropriation des capitalistes et de la destruction de l'Etat bourgeois.

Ceci d'autant plus qu'il dit une page plus loin : "Le prolétariat s'empare du pouvoir d'Etat et transforme les moyens de production d'abord en propriété d'Etat". Il n'aurait sûrement pas identifié la propriété d'Etat sous le pouvoir de la bourgeoisie avec la propriété d'Etat après l'expropriation de la bourgeoisie.

4) Voir la brochure de Lénine "Sur l'impôt en nature", où sont énumérées trois variantes de capitalisme d'Etat en URSS : les concessions accordées aux capitalistes étrangers; les coopératives; et les entreprises où l'Etat engage le capitaliste en qualité de commerçant pour la vente des produits de l'Etat. Lénine n'inclut nullement les entreprises industrielles d'Etat non louées à des capitalistes privés dans cette catégorie là (V.I.Lénine : "Œuvres choisies en deux volumes", tome II, p. 866 à 871, Ed. du Progrès, Moscou).

5) Voir, pour plus de développements sur cette question, et l'importance plus générale de la notion de "période de transition" entre deux modes de production "historiques" dans la marche de la société humaine, notre interview qui est parue dans le numéro 18-19 (octobre-novembre 1977) de la revue "Critique communiste".

6) Ces formules sont notamment contenues dans la lettre de F. Engels à Starkenburg du 25 janvier 1894 qui insistent en particulier sur la réaction de l'Etat sur la base économique, même dans le mode de production capitaliste.

7) Le fait que la bureaucratie n'a pas réussi à développer une idéologie propre, qu'elle s'accroche toujours à une version mutilée et pervertie du marxisme, qu'elle ne peut, de ce fait, couper complètement le cordon ombilical qui la rattache au mouvement ouvrier international, qu'elle ne peut donc admettre et proclamer sa propre existence (qu'elle s'efforce au contraire désespérément de nier) : tous ces phénomènes "superstructurels" confirment qu'elle n'est pas (encore) classe dominante. Ils doivent justement être rattachés aux phénomènes de l'infrastructure sociale, si on ne veut pas réintroduire par la bande la dichotomie essentielle entre base et superstructure, qu'on récuse à juste titre.

Maria do CARMO

Des brèches ouvertes dans la dictature

C'est au milieu des spéculations sur la succession présidentielle et à un an des élections législatives qu'intervient le limogeage, le 12 octobre dernier, du général Frota, ministre de l'Armée de terre et un des futurs candidats à la dictature avec J.B.Figueiredo (chef des services secrets – SNI) et Magalhaes Pinto (vieux politicien comploteur du coup de 1964). Cet événement, annoncé d'abord comme une décision "personnelle" de Geisel, est expliqué ensuite comme le coup d'arrêt à un complot des "durs" de l'armée pour renverser le gouvernement. Il intervient à un moment d'effervescence politique et sociale jamais vue depuis le début des années 70.

Après des années "d'apathie" forcée, la politisation actuelle de la société brésilienne est palpable et s'exprime dans presque tous les secteurs :
- la discussion sur la convocation d'une Assemblée constituante ;
- les manifestations de dizaines de milliers d'étudiants, vivement applaudies par les travailleurs, contre la vie chère, le blocage des salaires, contre la répression et la torture, pour l'amnistie générale, pour les droits démocratiques, pour la liberté d'organisation et d'expression de tous les exploités ;
- la multiplication des prises de position de la part de l'Eglise, des journalistes, des juristes (comme la "Lettre aux Brésiliens" du 8 août, signée par des centaines d'avocats nullement "gauchistes"), des intellectuels, des hommes d'affaires pour le rétablissement d'un "Etat de droit" ;
- remous au sein de l'armée s'exprimant par les déclarations en faveur d'une "libéralisation" (modérée, certes) comme celles provenant des colonels signataires de la lettre adressée au Président de la République, ainsi que par le regroupement des "durs" autour de l'ex-ministre Frota pour combattre "l'escalade socialiste" dont Geisel serait l'idéologue et dont la preuve serait fournie par le resserrement des liens commerciaux avec l'Angola, la Chine populaire, etc.

C'est la fin du monolithisme imposé depuis 1964 par le gouvernement – avec le soutien de l'appareil répressif et l'aide du "miracle" brésilien – qui a permis de souder à partir de 69 toutes les fractions de la bourgeoisie industrielle et les latifundistes derrière les dictateurs Médici et Geisel. L'actuel désaccord sur les modalités de poursuite de l'accumulation capitaliste et sur les modes de décision et de partage du pouvoir éclatent au grand jour et ouvrent une brèche aux mouvements d'opposition et de contestation du régime. Le mouvement ouvrier lui-même va profiter de cet élargissement de l'opposition.

Depuis le début 1977, l'organisation des "oppositions syndicales" contestant les structures du syndicat officiel jaune se renforce. Le résultat en était déjà visible dans la combativité des luttes lors des conventions collectives de cette année.

L'Etat militaire et sa base sociale

Cette politisation de la vie du pays, conséquence de la crise, n'est pas le fait d'une libéralisation politique réelle. De même, elle ne signifie pas la perte de contrôle de la situation par la dictature. La répression continue à frapper. Des étudiants furent arrêtés, matraqués, leur congrès fut interdit. La gauche révolutionnaire est frappée par la répression et les tortures sanglantes (arrestation de dizaines de militants et sympathisants, entre autres, du MEP (Mouvement pour l'émancipation du prolétariat et de la Ligue ouvrière). Les intellectuels et personnalités ne sont pas épargnés (voir l'arrestation récente du poète Thiago de Mello). Si la dictature réprime ou neutralise les actions de ses opposants – Geisel est même sorti renforcé après le limogeage de Frota, comme le défenseur de la "libéralisation graduelle" contre les durs – c'est parce que sa force, même ébranlée par les dissenssions internes à l'armée et au grand capital, n'est pas encore entamée par l'essor d'une opposition organisée des travailleurs.

Afin que n'augmente pas le fossé qui sépare – conjoncturellement –l'Etat militaire de sa base sociale d'appui, la recomposition du régime, sa réorganisation juridique et institutionnelle sont nécessaires. Elles doivent permettre la participation aux décisions de tous les secteurs du grand capital. En effet, les principaux facteurs de crise économique qui se combinent dans la présente conjoncture (déficit croissant des balances commerciales et des services et bond spectaculaire de l'endettement exterieur, déséquilibres sectoriels – entre la production de biens de consommation et celle des biens de production, d'une part, entre la production de biens de luxe et celle des biens de première nécessité de l'autre – entraînant des goulots d'étranglement dans plusieurs points du système productif et du procès de travail, difficultés croissantes de réalisation) sont

à la base des rapports conflictuels qui se développent entre des fractions bourgeoises et l'Etat au Brésil. L'intervention économique croissante de l'Etat se traduit, dès lors, par l'adoption d'une large série de mesures qui pénalisent les groupes capitalistes les plus divers : les industriels du secteur qui produit les biens de luxe ressentent l'impact d'une politique de contraction du crédit à la consommation; les banquiers doivent faire face à leur tour, à une intervention "corrective" de l'Etat visant à assainir les circuits alors que, parallèlement, les banques publiques empiètent sur le domaine privé, élargissent leur sphère d'action, drainant un volume accru de ressources; enfin, une large gamme de PME subissent d'une façon particulièrement négative les effets d'une politique de contrôle des prix.

C'est donc essentiellement autour des orientations en matière de politique économique que les divergences se manifestent entre certaines fractions bourgeoises et la techno-bureaucratie d'Etat. Dès lors, la participation négociée dans cette sphère de décisions est une condition suffisante, dans la plupart des cas, pour l'amortissement des frictions. C'est ainsi que dans le cadre des propositions pour résoudre les problèmes suscités par la crise, qu'on peut examiner le problème de la succession présidentielle. Autour du candidat civil Magalhaes Pinto s'articulent les secteurs de la grande bourgeoisie qui veulent des moyens directs d'influence sur la politique gouvernementale. Ce choix de la part de certaines fractions de la bourgeoisie est éclairant quant à la portée effective de sa "contestation" actuelle du gouvernement en place : Magalhaes Pinto est chef civil du coup d'Etat de 64, membre de l'ARENA (parti du gouvernement), ex-gouverneur, ex-sénateur, ex-député et ex-ministre de la dictature, PDG d'une grande banque privée, défenseur inconditionnel des intérêts privés, surtout étrangers !. " Je suis le candidat de la désétatisation", déclarait-il dans le journal "O Estado de Sao Paulo" (8.11.77).

De plus, la réorganisation éventuelle des partis politiques, avec la fin du bipartisme obligatoire et l'entrée en scène possible de 4 ou 5 partis tolérés (parmi lesquelles des organisations social-démocrates et travaillistes) peut, elle aussi, assouplir les règles du jeu parlementaire aujourd'hui en vigueur et qui sont loin d'être satisfaisantes, même pour la bourgeoisie. En effet, l'ARENA et le MDB ne représentent plus grand chose dans le rapport de forces actuel. C'est ainsi que, sans vouloir prendre les risques d'une mobilisations incontrôlée, certains secteurs de la bourgeoisie "libérale" allient leurs voix au concert de protestations contre l'arbitraire et l'Etat policier venant aujourd'hui d'horizons fort divers.

Face à ces secteurs, Frota était le candidat (d'autres noms pouvant encore surgir pour le remplacer) des fractions les plus réactionnaires de l'armée affichant un anticommunisme primaire, mais qui voient aussi non sans clairvoyance qu'une "décompression", même graduelle, ne peut que favoriser une dynamique de mobilisation populaire et d'organisation des larges masses surexploitées. Cependant, ce courant n'arrive pas à convaincre dans la mesure où il se sert, pour dénoncer ce danger, d'une explication et d'un jargon propres à la période de la guerre froide, ceci dans un contexte marqué par un impérialisme "à la Carter" et l'essor de l'eurocommunisme en Occident. L'image d'un Geisel sympathisant des communistes, auxquels il aurait ouvert son administration (Frota en dénombre 97 dans son message à toutes les unités militaires) et complaisant avec "l'infiltration marxiste" jusqu'à pousser à une escalade socialiste fait sourire, même les moins avisés.

Face à ce candidat d'extrême-droite, plus crédibles pourraient être les candidats de Geisel lui-même, comme Figueiredo (ou éventuellement Gomes Monteiro, chef de la IIe armée).

Les mobilisations étudiantes

Depuis l'établissement de la dictature militaire, en avril 1964, les étudiants ont traditionnellement été le secteur le plus actif et le mieux organisé de l'opposition populaire au pouvoir issu des casernes. En 1968, des manifestations de 100 000 personnes eurent lieu à Rio, convoquées par le mouvement étudiant, tandis qu'à Sao Paulo, les étudiants soutenaient activement la grève ouvrière d'Osasco (banlieue industrielle de Sao Paulo). Cette mobilisation massive a finalement été brisée par la répression brutale de l'armée et de la police, et beaucoup d'étudiants se sont alors engagés dans les organisations qui vont mener la guérilla urbaine pendant les années 1968-70 et qui seront elles aussi écrasées par l'appareil répressif. Cette double défaite provoquera inévitablement un recul temporaire et pendant les années 1970-74, le mouvement étudiant connaîtra un reflux. Cependant, peu à peu, les structures semi légales se reconstituent au niveau de chaque université, quelques grèves locales éclatent et finalement, en 1977, les universités deviennent à nouveau des foyers de contestation et d'agitation antidictatoriales; les étudiants, pour la première fois depuis 1968, descendent massivement dans la rue.

Tout a commencé avec l'emprisonnement à Sao Paulo, d'un groupe d'ouvriers et d'étudiants qui distribuaient un tract à la porte des usines la veille du 1er mai 1977. En riposte à cette provocation du pouvoir, et bravant l'interdiction policière, plus de 10 000 étudiants ont défilé dans les rues principales de la ville, exigeant la libération des camarades emprisonnés, l'amnistie pour tous les prisonniers politiques et le rétablissement des libertés démocratiques. La mobilisation dépassait toutefois les limites d'un mouvement simplement démocratique et libéral dans la mesure où la solidarité avec les travailleurs était un des thèmes principaux de la manifestation, dont un des mots d'ordre les plus importants étaient "Liberté d'organisation et de manifestation pour les travailleurs et les opprimés". Le mouvement s'est rapidement étendu dans tout le pays; dans les principales villes (Rio, Brasilia, Porto Alegre, Belo Horizonte, Campinas, etc.) se multiplient les grèves universitaires, les manifestations de rue, les meetings de protestation et les affrontements avec la police. A Sao Paulo, pour empêcher une nouvelle manifestation le régime a mobilisé 32 000 policiers, qui ont occupé toute la ville, mais n'ont pu empêcher des meetings-éclairs et des manifestations éclatées. En juin, il y a une tentative de rassembler à Belo Horizonte un congrès national pour reconstituer l'UNEB, Union nationale des étudiants brésiliens, dissoute par la dictature, mais la police est intervenue, arrêtant 800 étudiants.

Les mobilisations ont commencé fréquemment avec des revendications spécifiquement universitaires. Le nombre d'étudiants

au Brésil a augmenté de 328% entre 1964 et 1974, tandis que le budget du ministère de l'Education a diminué de 11,07% en 1965 à 4,80 en 1975 !. Cette disproportion croissante ne pouvait que créer une situation explosive : les manifestations d'étudiants avaient au début surtout des mots d'ordre exigeant l'augmentation des crédits pour l'enseignement; cependant, très rapidement, elles s'affrontent avec l'appareil répressif, sa politisent et se radicalisent, gagnant un caractère anti-dictatorial explicite.

Le 23 août a eu lieu une "journée nationale de lutte" qui a pris la forme de grèves étudiantes et de manifestations de rue dans les grands centres urbains avec des mots d'ordre contre la dictature, contre la hausse des prix, pour les libertés démocratiques. Enfin, en septembre, à Sao Paulo; malgré le quadrillage policier de la ville, des délégués représentant 10 Etats du pays se sont réunis clandestinement à l'Université catholique de Sao Paulo pour tenir la troisième Conférence nationale des étudiants qui a formé une commission pour la reconstitution de l'Union nationale des Etudiants. La police a envahi l'université, en saccageant les locaux, mais les délégués étudiants étaient déjà partis... La population sympathise activement avec les étudiants et dans certaines villes (Belo Horizonte), les policiers qui les poursuivaient ont été bombardés avec des pierres et des œufs pourris jetés par les fenêtres par le peuple. ("Veja", 28.9.1977, p. 34).

Bien entendu, ce mouvement vaste et massif est fatalement hétérogène, mais les tendances et courants qui se réclament du marxisme et du mouvement ouvrier sont nettement hégémoniques, ce qui d'ailleurs est la règle depuis 1964. Les organisations de la IVe Internationale au Brésil, la Liga Operaria, et le Partido Operario Comunista ont participé activement aux mobilisations, dans la mesure de leurs forces encore limitées.

La radicalisation de secteurs massifs du mouvement étudiant et leur adhésion au socialisme sont probablement liées à l'absence d'une opposition bourgeoise crédible qui puisse attirer la jeunesse révoltée contre la dictature.

Tandis que des secteurs importants des couches intellectuelles (artistes, journalistes, avocats, clergé progressiste) se solidarisent avec les étudiants, l'opposition bourgeoise tolérée (le MDB, Mouvement démocratique brésilien) se limite à conseiller au gouvernement qu'il soit plus "sensible aux demandes des étudiants" ("Veja", 11.5. 1977, p. 22) tout en essayant d'utiliser les mobilisations pour faire un peu "pression" sur la dictature.

Les étudiants sont conscients que leur mouvement ne pourra pas, par lui-même, renverser la dictature; ils savent que seule la mobilisation des travailleurs, et particulièrement la classe ouvrière, pourra changer radicalement le rapport de forces et abattre le pouvoir des militaires. Les secteurs les plus conscients du prolétariat, organisés dans les oppositions syndicales, observent avec sympathie le combat des étudiants et le considèrent comme un exemple à suivre. Un tract distribué par l'opposition syndicale des ouvriers de la métallurgie de S. Bernardo (banlieue industrielle de Sao Paulo) souligne "l'encouragement" qu'a signifié pour la classe ouvrière la lutte des étudiants dans la rue et la puissance d'organisation des associations étudiantes. Il n'est pas à exclure qu'à l'avenir, le mouvement étudiant joue un rôle de "détonateur" par rapport aux luttes des travailleurs.

L'opposition syndicale

La crise économique et la division entre les différents secteurs de la bourgeoisie minent la stabilité de la dictature et donnent au mouvement de masse la possibilité d'une intervention plus grande. La situation est donc favorable pour un pas en avant dans la réorganisation du mouvement ouvrier.

Après les mobilisations populaires de 1968 et les grèves de 1973-74, c'est la première fois que des travailleurs s'organisent de manière autonome, font des assemblées massives et s'adressent avec des tracts à toute la population pour demander la libération d'ouvriers emprisonnés (comme l'opposition syndicale des métallos de Sao Bernardo).

L'opposition syndicale se développe et ses mots d'ordre sont repris par les travailleurs dans plusieurs assemblées au moment de la discussion des conventions collectives. Elle peut jouer un rôle très important pour faire avancer le mouvement ouvrier vers son organisation autonome, son unification et sa centralisation en dehors du contrôle de l'Etat bourgeois. Que sont les oppositions syndicales ?

Les syndicats au Brésil sont organiquement liés à l'Etat (depuis l'époque de l' "Etat nouveau" autoritaire de Getulio Vargas en 1937-45), entre autres moyens par l'intermédiaire de l' "impôt syndical", obligatoirement payé par tous les ouvriers. L'argent de cet impôt est recueilli par l'Etat et ensuite distribué aux directions syndicales; ces énormes sommes nourrissent la bureaucratie syndicale et lui permettent de financer des "œuvres sociales" (assistance médicale, etc.); bien entendu, elles peuvent être retenues ou "gelées" par le gouvernement qui contrôle ainsi les syndicats en tenant leur caisse. Les directions syndicales sont donc liées à l'appareil d'Etat et la bureaucratie joue un rôle de "médiateur" dans les conflits sociaux; les bureaucrates sont désignés au Brésil par le terme "pelego" du nom d'une pièce qui sert à amortir les frictions entre le cheval et le cavalier...

Après le coup d'Etat de 1964, la dictature a nommé des militaires ou des éléments de sa confiance à la place des anciennes directions syndicales populistes. Des oppositions se sont formées dans les syndicats au cours des années 67-68, mais elles furent durement réprimées; beaucoup de militants oppositionnels ont trouvé la mort sous la torture, ont connu la prison ou l'exil (notamment les dirigeants de la grève de Osasco en 1968).

C'est à partir de 1972 que démarrent à nouveau les oppositions syndicales, surtout à Sao Paulo, au cours des élections pour la direction du syndicat. La campagne électorale de l'opposition dans certains syndicats a montré l'existence de courants disposés à faire une politique différente de celle des bureaucrates au service de la dictature. Mais l'opposition syndicale de cette époque a révélé aussi ses limites. Il n'était pas suffisant de dénoncer les bureaucrates : il fallait donner une

perspective organisationnelle aux travailleurs; il fallait utiliser la campagne électorale syndicale pour organiser les ouvriers dans les usines de façon indépendante de la structure syndicale officielle. Objectivement, cette première opposition syndicale se montra comme une alternative insuffisante au "peleguismo" bureaucratique.

A partir de 1974, avec un renouvellement de leurs cadres, les oppositions syndicales ont commencé à créer des groupes à l'intérieur des usines; c'étaient des petits noyaux de camarades parmi les plus combatifs, qui se réunissaient dans la clandestinité et organisaient la lutte à l'intérieur de l'entreprise. Cette opposition syndicale occupait parfois la place vide laissée par la direction syndicale officielle; ces petits noyaux ont réussi à obtenir des augmentations de salaires en dehors de la politique salariale de la dictature, dans plusieurs usines. En 1974, on assiste aussi à la formation des premiers comités de liaison de ces noyaux, qu'on appelera les comités inter-usines, qui joueront un rôle de coordination et de centralisation de l'opposition syndicale.

Le nouvel essor du mouvement de masse permettra d'avancer dans l'organisation des travailleurs dans les usines, par la formation de véritables commissions ouvrières reconnues par les ouvriers et représentatives; ces commissions seront la base de l'opposition syndicale unifiée et centralisée et ce sont elles qui permettront une politique ouvrière indépendante de la bourgeoisie et des bureaucrates. Aucun mouvement ne peut prétendre organiser des luttes importantes s'il n'a pas ses bases propres, ses instruments propres et ses canaux propres dans les usines. Les commissions ouvrières pourront devenir le germe d'un nouveau syndicat, authentique, classiste, indépendant de l'Etat et de la bourgeoisie, pour lequel luttent les secteurs les plus conscients de l'opposition syndicale aujourd'hui.

Tout cela n'empêche pas le développement d'une activité à l'intérieur du syndicat officiel; bien au contraire, cela donne du poids et de l'autonomie pour intervenir dans les assemblées syndicales et même pour disputer la direction du syndicat aux bureaucrates. En même temps qu'on lutte pour une organisation à la base des travailleurs, on peut lutter pour la direction du syndicat, tout en sachant que, jusqu'à des changements du rapport des forces en faveur de la classe ouvrière, le gouvernement peut empêcher la prise du syndicat par une opposition de gauche (comme il l'a déjà fait plusieurs fois dans le passé). Il s'agit donc d'établir une dialectique entre le travail au sein du syndical officiel et l'organisation autonome de commissions dans les usines.

Par ailleurs, il ne faut pas oublier que la crise capitaliste, l'insatisfaction des travailleurs due à la politique salariale du gouvernement, le vol "avoué" des 31,5% correspondant à l'année 1973-74, oblige la direction actuelle de certains syndicats à avoir une attitude plus combative; par exemple, le syndicat des typographes de Sao Paulo vient de demander 70% d'augmentation des salaires. L'existence d'un noyau syndicaliste classiste, dans une situation d'instabilité politique générale et d'insatisfaction oblige certains bureaucrates à multiplier les déclarations contre la dictature et pour l'autonomie syndicale, dans le cadre d'une manœuvre démagogique visant à conserver les structures existantes et à neutraliser le mécontentement et la combativité des travailleurs. L'opposition syndicale pourra profiter de cette conjoncture pour accélérer l'organisation autonome des travailleurs – commissions ouvrières dans les entreprises, comités inter-usines, coordinations régionales ou par branches – et proposer un plan de revendications concrètes : meilleurs salaires, meilleures conditions de travail, contre le chômage, pour le droit de grève, pour la liberté d'organisation de la classe ouvrière.

L'assemblée constituante

Plusieurs secteurs de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie proposent comme débouché à la crise politique la convocation d'une Assemblée constituante. Les interprétations sur le rôle qu'elle est appelée à jouer sont aussi diverses que les courants qui la proposent.

Pour certains secteurs – l'Eglise, les professions libérales, et la majorité du MDB (parti de l'opposition tolérée) – il s'agit d'une Constituante qui permettrait une certaine réorganisation juridique du pays en stimulant une large réconciliation nationale entre exploités et exploiteurs.

Cependant, les secteurs hégémoniques de la bourgeoisie, ne se sont pas engagés et ne se préparent pas pour le moment, à affronter les risques de la convocation d'une Constituante réellement démocratique et de ce que peuvent représenter, et des élections libres et un processus de mobilisation des masses.

La bourgeoisie, pour résoudre sa crise interne, a toute une gamme d'alternatives, de "l'institutionnalisation" de la dictature à la transformation du Parlement actuel contrôlé par la dictature en une pseudo-Constituante, en passant par la création de nouveaux partis et de diverses alternatives militaires, etc., avant de se voir obligée à renoncer au régime dictatorial. Dans ces conditions, la conquête d'une Assemblée constituante qui ne soit pas une farce de plus de la dictature devra être le résultat d'un processus où le prolétariat transforme le rapport de forces actuels et impose ses revendications à travers une mobilisation combative. Cela ne donne que plus d'importance à la lutte pour ce mot d'ordre démocratique.

La lutte pour l'Assemblée constituante doit être liée aux batailles pour les revendications immédiates — contre le blocage des salaires, pour de meilleures conditions de travail, pour le droit de grève, pour la liberté d'organisation, etc. Cette lutte est directement liée au combat pour la transformation politique du pays. Le mouvement de masse est encore insuffisant soit pour convoquer une Constituante de façon indépendante, soit pour l'imposer à la bourgeoisie elle-même.

La lutte pour l'Assemblée constitutante authentiquement démocratique doit donc être liée à la conquête de la liberté pour tous les partis politiques, à l'amnistie élargie, à la suppression de toute législation répressive, au droit de grève et d'organisation syndicale indépendante, au suffrage universel y compris pour les analphabètes et soldats et, évidemment, par le renversement de la dictature.

28 novembre 1977

Antonio GOMES & Heitor de SOUSA

Nouvelle crise dans une même impasse

Deux ans après le coup de force réactionnaire du 25 novembre, le Portugal connaît de nouveau une crise économique, politique, sociale et militaire majeure. La période d'impasse qui s'est prolongée de longs mois sous la forme d'une instabilité latente, débouche aujourd'hui sur une crise politique et militaire combinée, qui est la plus grave de ces deux dernières années.

Les événements se sont succédés à un rythme accéléré depuis le 6 novembre.

Sa Carneiro, président du PSD (Parti social-démocrate, nouveau nom du PPD - Parti populaire démocratique – depuis les élections municipales de décembre 1976), fait un coup de théâtre dans son parti en donnant sa démission. Cette démission-chantage reflète les désaccords existant au sein de la direction du PSD. Deux ailes s'y affrontent : d'une part, l'aile dite "social-démocrate", majoritaire à la Commission politique au moment de la démission de Sa Carneiro, qui est disposée à passer un accord avec le gouvernement sous le patronage du Président de la République, le général Ramalho Eanes, et du groupe des Neuf (officiers du Conseil de la Révolution, dirigé par le major Melo Antunes) – cet accord repose sur un projet de compromis secret et indirect avec le Parti communiste portugais et la Confédération générale des travailleurs portugais-Intersyndicale nationale (CGTP) sur les modalités d'application de la loi sur la réforme agraire, sur le plan économique à moyen terme pour 1977-1980 et sur le pacte social ; d'autre part, l'aile dirigée par Sa Carneiro, alors minoritaire à la Commission politique mais majoritaire dans le parti, qui refuse tout accord partiel avec le gouvernement et tout accord indirect avec le PCP et qui exige, en échange de tout engagement, de participer à un gouvernement formé par le Parti socialiste, le PSD et le Centre démocratique et social (CDS).

Sa Carneiro sort vainqueur de cette manœuvre : la direction du PSD est recomposée avec ses hommes de confiance. Cet épisode permet de rendre publiques les critiques que Sa Carneiro formulait, au sein de la direction du PSD, contre le général Eanes. Elles sont très révélatrices des aspirations des secteurs les plus à droite de la bourgeoisie et de leur impatience face à la détérioration de la situation politique. Sa Carneiro avait en effet déclaré : "La position du PSD par rapport au président de la République doit être progressivement éclaircie. Il semble de plus en plus clair que le Président de la République se déplace sur la scène de la petite politique, ne sachant pas ou ne voulant pas d'élever au niveau de l'Etat. Ce comportement a pour conséquence de faire apparaître le Président de la République comme le Costa Gomes du PS." (Le général Costa Gomes était président de la République avant Eanes ; il était dénoncé par la droite et par le PS comme la marionnette du PCP).

Démissions en chaîne

La bourgeoisie ne disposait pas d'une majorité parlementaire à l'Assemblée de la République. Ses secteurs dominants avaient donc pour politique d'attendre que Eanes, en raison des pouvoirs que lui confère la constitution semi bonapartiste, crée les conditions nécessaires pour dépasser cette majorité parlementaire des partis ouvriers et constituer un gouvernement fondé sur la majorité présidentielle (PS, PSD et CDS), un gouvernement capable de passer ultérieurement à l'attaque des conquêtes et des conditions de vie des masses laborieuses.

Mais dans l'immédiat, pour Eanes, ce jeu était passablement risqué. Le mouvement ouvrier n'ayant pas encore été défait, malgré tous ses reculs, les rapports de forces entre les classes demeurant instables, le Président de la République aurait pu se trouver confronté en même temps à la majorité parlementaire et au PS. Face à une telle situation dont l'aboutissement était imprévisible pour les institutions bourgeoises et pour Eanes lui-même, ce dernier opta pour une stratégie plus prudente : gagner du temps en plaçant la responsabilité de la crise sur l'Assemblée de la République et sur le gouvernement.

En même temps, il déclarait solennellement devant le Parlement, dans son discours de la fin septembre, qu'au cas où les partis et les "partenaires sociaux" ne trouveraient pas d'issue à la crise et ne concluraient pas un pacte social, il se verrait obligé "de prendre le destin du pays entre ses mains".

Parallèlement à cette crise interne du PSD, qui faisait boule de neige dans tout l'édifice bougeois, survint la crise militaire. Le vice-chef d'état-major des Forces armées, Loureiro dos Santos, homme de confiance d'Eanes, présenta sa démission au Président de la République en la motivant par "l'absence de moyens et d'autorité" pour faire accomplir ses décisions et celles du président (qui assume également les fonctions de chef

d'état-major des Forces armées). Cette résistance sourde des secteurs essentiels de la hiérarchie militaire donna d'ailleurs lieu à des démissions en chaîne. Le colonel Almendra, commandant du régiment de Tancos – d'où est parti le coup de force militaire, le 25 novembre 1975 – présenta sa demande de passage à la réserve. Le colonel Firmino Miguel, ministre de la Défense et éminence grise d'Eanes, fit part, pour la 3e fois en six mois, de sa volonté de démissionner (qui ne fut finalement pas suivie d'effet). Le bruit courut de la démission imminente du colonel Jaime Neves, commandant des troupes commandos d'Amadora, qui constituèrent la force de choc du 25 novembre.

Pires Veloso, commandant de la région militaire du Nord, récemment relevé de ses fonctions par le Général Eanes, offrit une résistance publique à son transfert à Lisbonne. Il donna des audiences et fit des discours devant ses invités réactionnaires au Quartier général du Nord; il vient saluer la manifestation de type fasciste qui se tient à Porto le 7 novembre, contre la "menace russe", contre le gouvernement et, évidemment, contre les conquêtes du mouvement ouvrier.

La crise militaire révélée par ces faits est un peu passée au second plan, derrière les dernières manifestations ouvrières de masse. Elle est pourtant extrêmement importante, dans la mesure où elle représente le premier symptôme révélateur d'une contestation d'Eanes par les milieux les plus réactionnaires de la hiérarchie militaire. Mais si cette crise a cessé d'être un point chaud de l'actualité, c'est aussi parce qu'Eanes a été obligé de passer un compromis avec ces secteurs. Le quotidien "Comércio do Porto", porte-parole de Pires Veloso et de toute l'extrême-droite du Nord, écrivait à ce propos, le 8 novembre 1977 : "Bien que des observateurs liés aux milieux conservateurs continuent à estimer que la conjoncture reste marquée par "une conspiration organisée" aux effets à retardement, il est vrai que d'autres sources dignes de foi admettent que la situation a cessé d'être dramatique en raison de divers compromis conclus." Tous les éléments sont donc rassemblés pour que cette crise militaire, faite de chantages et de compromissions, rebondisse à brève échéance.

En attendant, elle ne fit qu'officialiser l'ouverture d'une crise politique beaucoup plus globale. La division s'approfondissait dans le camp bourgeois. L'hebdomadaire "Expresso", dirigé par l'aile dite "social-démocrate" du PSD, confessait amèrement dans son éditorial du 12 novembre 1977 : "Ceux qui étaient alliés en 1975 se trouvent maintenant profondément divisés au niveau civil et leur division se répercute au niveau militaire, ce qui, à son tour rejaillit inévitablement sur le premier niveau. Il n'existe apparemment aucune possibilité d'accord entre ceux qui formaient la large majorité de l'été 75..." Au fur et à mesure que surviennent tous ces événements de moins en moins maîtrisés, la crise s'aggrave pour toucher toutes les sphères de l'appareil d'Etat, illustrant de manière frappante l'absence de direction politique efficace et reconnue de la bourgeoisie.

C'est dans ces conditions que les forces sociales en présence se retrouvent de nouveau sur leur terrain d'action privilégié : la rue. Un universitaire social-démocrate dépeignait très lucidement la situation en ces termes : "Pour la première fois depuis la normalisation constitutionnelle de 1976, les forces politiques se mettent de nouveau à descendre dans la rue pour influer sur l'appareil d'Etat et non pour formuler des revendications ponctuelles. Cela signifie que le système politique n'est déjà plus capable de canaliser parfaitement les revendications des forces sociales; c'est pourquoi ces dernières recourent à des méthodes de confrontation directe... Le système politique n'est déjà plus capable de refléter, de canaliser et de contenir les conflits de la société."

Une courbe ascendante

Les manifestations des 18 et 19 novembre dernier qui ont rassemblé des centaines de milliers de travailleurs des ceintures industrielles de Lisbonne, Porto et Setubal, représentèrent l'expression du mécontentement énorme de larges couches ouvrières et populaires face à la politique antiouvrière du gouvernement Soarès et à l'offensive capitaliste en cours.

L'importance de ces manifestations ne tient pas seulement au grand nombre de travailleurs qui sont descendus dans la rue – 200 000 à Lisbonne, 100 000 à Porto, 50 000 à Setubal – pour répondre à l'appel de la CGTP, soutenu par le PCP, la "Fraternité ouvrière" (socialistes de gauche qui viennent de quitter le PS), le MES (Mouvement de la gauche socialiste, centriste), l'UDP (Union démocratique populaire, maoïste et pro-albanaises), le PRP (Parti révolutionnaire du prolétariat, gauchiste) et la LCI (Ligue communiste internationaliste, organisation portugaise de la IVe Internationale), à l'instar de ce qui s'était déjà produit le 22 juin ou le 1er mai 1977. Elle tient surtout au fait que ces dernières manifestations dénotent la sensibilisation croissante d'une couche relativement large de travailleurs communistes, socialistes, révolutionnaires ou inorganisés à la satisfaction immédiate de ses revendications essentielles et au fait qu'elles révèlent une résistance ouvrière croissante à l'application de la politique des "trains de mesures" ("pacotes", en portugais : paquets) de Mario Soares, au moment même où s'intensifie l'offensive réactionnaire du patronat.

En effet, le caractère massif des manifestations des 18 et 19 novembre ne peut être compris que si l'on tient compte de l'aggravation constante des conditions de vie des masses depuis un an : 36% d'inflation; suspension des contrats et accords collectifs de travail (CCT et ACT); près de 600 000 chômeurs, soit 17 % de la population active; perte d'une série d'avantages sociaux dans le domaine de la santé, du logement et de l'éducation; attaques successives du patronat et du gouvernement contre les conquêtes ouvrières et les droits démocratiques des travailleurs; "désoccupation" des exploitations agricoles et remises des terres aux anciens latifundiaires dans la zone de la réforme agraire; législation antiouvrière sur les licenciements, les commissions de travailleurs et d'habitants (CT et CM), le droit de grève; licenciement de plus de 400 dirigeants, délégués syndicaux et membres des CT en moins d'un an; répression de la Police de sécurité publique (PSP) et de la Garde nationale républicaine (GNR) contre les luttes des travailleurs.

Telles sont les racines objectives du processus de radicalisation qu'a connu le mouvement de masse dans son ensemble au

cours de la dernière période. Celui-ci s'exprime pour l'instant dans le caractère économique et défensif des revendications qui sont à l'origine des récentes mobilisations ouvrières (défense du pouvoir d'achat, de l'emploi, des droits démocratiques, en particulier dans l'entreprise, de l'exercice du contrôle ouvrier, des nationalisations, de la réforme agraire). Il commence à se traduire également par la réapparition de certaines forme de lutte (débrayages, grèves, manifestations de rue) pratiquement absentes depuis le 25 novembre 1975.

Un rapide tableau des luttes depuis un an donne une bonne idée de cette courbe ascendante :
- Résistance des travailleurs de la zone de la réforme agraire aux "désoccupations" de terres, depuis les débrayages locaux, régionaux ou généraux, jusqu'à la récupération de domaines remis par les autorités à leurs anciens propriétaires;
- Débrayages des travailleurs de la métallurgie, du textile, des chemins de fer, du commerce, de l'hôtellerie, de l'industrie pharmaceutique, du bois, de la chimie, etc. contre le blocage de leurs CCT ou ACT;
- Débrayages et grèves avec occupations dans toute une série d'entreprises que le gouvernement veut rendre à leurs anciens patrons ou luttes des travailleurs de ces entreprises contre le licenciement des militants syndicaux (Copam, J.Francisco dos Santos, Luis Pedro Mendoça, Metalurgica Duarte Ferreira, Facar, Ambar, J.Pimenta, Torralta, Cuétara, Companhia das Lezirias, Tabopan, etc.);
- Débrayages ou grèves de solidarité régionales et nationales contre la réintégration de fascistes chassés des entreprises après le 25 avril 1974 ou pour la défense des conquêtes réalisées (journaux "Século" et "Jornal do Comércio", zone de la réforme agraire);
- Manifestations de rue des travailleurs d'entreprises en lutte ou de branches d'industrie, ou du mouvement syndical dans son ensemble (1er mai, 22 juin, 18 et 19 novembre 1977).

Un mouvement de masse défensif

C'est sur cette base que s'opère une profonde recomposition syndicale et politique des forces du mouvement ouvrier organisé.

On peut y distinguer trois niveaux :
1) Le poids relatif des organisations de masse des travailleurs. Les organisations syndicales jouent désormais un rôle de premier plan dans la lutte pour les revendications. La fonction des CT reste cependant décisive, en tant qu'organes de résistance ouvrière à l'offensive patronale, particulièrement au niveau des entreprises et des usines, même si l'organisation syndicale est le seul canal actuel de généralisation de ces luttes.

2) La défaite et l'effondrement complet du courant syndical, animé par le PS et parfois le PSD, regroupé autour de la "lettre ouverte". Cette défaite est particulièrement visible depuis février, lorsque la direction du PS – et, par conséquent, le gouvernement – ont adopté la ligne syndicale scissionniste préconisée par Maldonado Gonelha (aujourd'hui ministre du Travail) qui défendait "la nécessité de construire des syndicats démocratiques en marge de la CGTP, comme premier pas vers la fondation d'une nouvelle centrale syndicale". Le désir du dirigeant du PS et ministre du Travail de "briser l'échine du mouvement syndical" s'est heurté à l'aspiration unitaire de nombreux travailleurs socialistes prêts à résister à l'offensive patronale. La volonté du gouvernement de se servir du courant minoritaire de "la lettre ouverte" comme d'une couverture pour sa politique d'austérité a coïncidé avec l'apparition d'une contestation de cette même politique à l'intérieur du PS, qui devait ébranler pronfondément le parti de Mario Soares.

Parallèlement à cet effondrement de "la lettre ouverte", la capacité d'organisation et la crédibilité de la CGTP se sont considérablement renforcées. La CGTP est aujourd'hui la seule organisation de masse ouvrière qui, aux yeux de la majorité des travailleurs – y compris ceux qui sont influencés par le PS –, apparaisse capable de servir de pôle de rassemblement contre l'offensive patronale et gouvernementale.

3) L'apparition et l'organisation d'un courant socialiste de gauche. Celui-ci est issu de la rupture d'un courant ouvrier et syndicaliste du PS, qui avait pris la tête de la bataille contre la politique antiouvrière de la direction social-démocrate. Même si le nombre de militants actuellement organisés dans la "Fraternité ouvrière" est encore réduit par rapport aux effectifs des deux grands partis ouvriers, le PS et le PCP, sa composition (4 députés, dont l'ancien ministre de l'Agriculture, Lopes Cardoso, 16 anciens membres du Comité directeur du PS, de nombreux dirigeants syndicaux connus dont le secrétaire général de la CGTP, Kalidas Barreto) font d'ores et déjà de la "Fraternité ouvrière" un courant réformiste de gauche dont l'influence parmi l'électorat ouvrier du PS est loin d'être négligeable.

Il convient de souligner que l'apparition de ce courant pose en termes quelque peu nouveaux (et favorables à l'intervention des révolutionnaires) la question de l'unité ouvrière et de la démocratie syndicale pour la défense des conquêtes ouvrières.

Cette recomposition du mouvement ouvrier est le produit de la remontée des mobilisations de la classe ouvrière, à l'échelle nationale. Elle est aussi marquée par l'entrée en scène de nouveaux secteurs de travailleurs, jusqu'ici restés en marge des mobilisations de ces trois dernières années. Mais, au contraire de ce qui s'est produit lors de la montée révolutionnaire de l'été et de l'automne 1975, il ne s'agit plus du mouvement semi spontané qui entraînait massivement dans la lutte des centaines de milliers de travailleurs et d'où naissaient les organes embryonnaires d'un pouvoir de type soviétique (CT, CM, commissions de soldats). Il s'agit maintenant d'un mouvement de masses défensif dans lequel l'appareil syndical, bureaucratique et réformiste, largement contrôlé par le PCP, joue un rôle hégémonique d'encadrement et de canalisation des mobilisations partielles de la classe ouvrière.

Cet appareil constitue un obstacle à la coordination et à la centralisation de ces luttes dispersées; de la même manière, il ralentit l'apparition d'une riposte ouvrière nationale à l'offensive réactionnaire et gouvernementale.

Il ne faut pourtant pas en conclure que le PCP n'a pas rencontré d'innombrables difficultés pour mener à bien sa politique

de collaboration de classe avec le gouvernement, l'appareil d'Etat et la bourgeoisie. Ces difficultés existent et s'alimentent en premier lieu, de l'aggravation constante des conditions de vie et de travail des masses et de l'impossibilité pour le gouvernement PS de pratiquer une politique de réformes susceptibles d'atténuer le mécontentement de la classe ouvrière. En deuxième lieu, la fraction du PCP dans la CGTP-Intersyndicale se trouve de plus en plus confrontée au renforcement d'un courant syndical d'opposition dont les propositions d'action trouvent un écho de plus en plus large.

Celui-ci est aujourd'hui présent dans la plupart des grands syndicats (y compris dans ceux de la zone de la réforme agraire, qui est un bastion traditionnel du PCP). Il regroupe les militants syndicaux combatifs et les militants des organisations d'extrême-gauche autour d'un ensemble de points concrets alternatifs à l'orientation de la bureaucratie syndicale tels que, par exemple, la proposition d'une journée de grève générale nationale contre la politique d'austérité et l'offensive de la droite. En troisième lieu, la politique syndicale du PCP voit sa crédibilité minée par l'offensive même de la bourgeoisie, aux niveaux civil et militaire.

La réaction relève en effet la tête comme elle n'avait jamais osé le faire depuis le 25 avril 1974 et même depuis le 25 novembre 1975. La manifestation de soutien à Pires Veloso, qui a rassemblé 20 000 personnes à Porto le 19 décembre a été marquée par la réapparition publique de bandes armées de nervis nostalgiques de la dictature de Salazar. Celle qui attaqué les locaux de la LCI et du MDP (Mouvement démocratique portugais, proche du PCP) ainsi que la librairie "Avante" du PCP, à l'issue de cette manifestation, s'appelait par exemple "Jeunesses hitlériennes". Il est certain que les 20 000 manifestants de Porto étaient loin d'être tous des fascistes convaincus.

Mais les quelques centaines qui le sont, trouvent dans le dépit de cette petite-bourgeoisie, lasse de trois années d'instabilité continuelle et malléable à souhait par les grands propriétaires et industriels qui inspirent ces mobilisations, un terrain de choix pour couvrir leurs attaques contre le mouvement ouvrier.

Le 25 novembre, à Rio Maior, Aveiro et Braga, la droite descendait de nouveau dans la rue pour célébrer l'anniversaire de son retour en force. Le 1er décembre, elle manifestait à Lisbonne. Pour le mouvement ouvrier portugais, le souvenir de la dictature est encore tout proche et il lui est impossible d'assister impassiblement au retour en force de ceux qu'il a chassé de leurs usines et de leurs domaines après le 25 avril 1974. C'est aussi pourquoi les initiatives, la propagande et l'agitation des révolutionnaires en faveur de l'unité et de l'autodéfense ouvrières sont plus nécessaires que jamais, alors

Solidarité avec la LCI

Le samedi 19 novembre vers 17 h 30, une bombe explosait devant le siège de la LCI, rua Gonçalo Cristovao à Porto, endommageant une voiture et la façade du local. Peu après, un groupe de 300 nervis fascistes passait à l'attaque aux cris de "Mort à la LCI!". Les fascistes armés de gourdins et de revolvers étaient emmenés par d'anciens membres de la PIDE (la sanglante police politique de Salazar) et d'ex-commandos. A l'intérieur du local se trouvaient une trentaine de militants de la LCI de Porto. Pendant une demi-heure, ils résistèrent à l'assaut des fascistes, les empêchant de pénétrer dans le siège. Lorsque les fascistes furent rejoints par des renforts qui arrivaient de la manifestation de soutien à l'ancien commandant de la région militaire du Nord, le colonel Pires Veloso, les militants de la LCI décidèrent de sortir avant d'être totalement cernés. Les camarades parvinrent à se dégager. Quelques-uns furent blessés, parmi lesquels le camarade Antonio Brandao, membre du Bureau politique de la LCI.

Les fascistes pénétrèrent alors dans le local. Ils détruisirent la librairie, brûlèrent livres et journaux, brisèrent les machines et tout le mobilier qui se trouvait au premier étage. Ils allèrent ensuite s'attaquer au local du MDP et à la librairie "Avante" du PCP. La police ne devait faire sa première apparition que lorsque tout fut terminé.

Les organisations ouvrières, politiques et syndicales ont manifesté leur solidarité avec nos camarades. Des dizaines de travailleurs de Porto se sont spontanément présentés au siège détruit de la LCI afin de proposer leur aide pour la reconstruction du local.

La LCI a fait des progrès notables au cours de la dernière année. Elle dispose désormais d'une imprimerie qui lui permet de sortir régulièrement son hebdomadaire "Luta proletaria", une revue bimestrielle "Acçao comunista" et des livres et des brochures. Elle envisage de publier une édition portugaise d' "Inprecor". La fête de "Luta Proletaria", en octobre dernier, avait rassemblé 2000 personnes à Lisbonne, 2000 à Porto et 1 000 à Coimbra. La LCI s'affirme de plus en plus comme une organisation de premier plan dans l'extrême-gauche portugaise.

La destruction de son local de Porto ne doit pas pouvoir entraver ce développement en faisant peser une charge financière énorme sur l'organisation portugaise de la IVe Internationale.

Celle-ci venait par ailleurs d'ouvrir une souscription pour payer les indemnités que réclament les propriétaires des locaux de Lisbonne et de Porto (occupés en mars 75) et auxquelles leur donne droit un décret récemment promulgué par le gouvernement "socialiste" de Mario Soares.

C'est en ce moment que la solidarité avec la LCI est la plus nécessaire; en tout premier lieu, celle des militants et des sections de la IVe Internationale qui feront tout pour aider leurs camarades portugais.

Les contributions peuvent être adressées à "Inprecor" (libeller les chèques au nom de Pascal Henri et préciser qu'il s'agit de la collecte "Portugal") qui transmettra, ou envoyées directement à la LCI – Rua da Palma, 268 – Lisboa – Portugal.

que la bureaucratie syndicale, faisant écho à l'orientation du PCP, tente difficilement de prêcher la passivité au nom du "respect de la constitution".
Bien que le mouvement ouvrier se trouve actuellement dans une phase défensive, il n'a encore subi aucune défaite décisive et il maintient ses forces intactes. Dans les conditions actuelles, la radicalisation tend à s'élargir et à se heurter, toujours davantage, à l'immobilisme traditionnel des appareils réformistes. Elle accentue la crise globale d'un système de domination bourgeois qui n'est pas encore parvenu à trouver sa stabilité.
Les révolutionnaires possèdent de nouveau une chance historique de s'implanter dans la période de combat qui s'ouvre contre les plans de la bourgeoisie et de ses généraux et contre la capitulation des directions réformistes stalinienne et social-démocrate.

L'érosion du gouvernement

La crise économique sans issue est le miroir de l'impasse du du gouvernement social-démocrate de Mario Soares. Toutes les mesures décrétées par ce gouvernement pour diminuer le deficit de la balance commerciale et de la balance des paiements n'a eu jusqu'à présent qu'un seul effet : l'augmenter. En septembre 1977, le déficit de la balance commerciale dépassait déjà celui de l'année précédente de près de 100%. L'emprunt de 750 millions de dollars que le gouvernement était en train de négocier avec le Fonds monétaire international, avant que celui-ci ne suspende unilatéralement les négociations en raison de la crise qui venait de rebondir, serait inférieur au déficit de la balance des paiements prévu pour l'année 1977. L'inflation (36%) est la plus élevée d'Europe. Les réserves d'or et de devises sont inférieures aux emprunts contractés et à leurs intérêts. (En janvier, la Banque du Portugal a vendu 60 tonnes d'or).

Le gouvernement n'a d'autre solution que le recours systématique aux emprunts dans les Etats impérialistes, avec leur cortège de contreparties politiques, non pour procéder à des investissements productifs, mais pour équilibrer le déficit de la balance des paiements. Il repousse ainsi "in extremis" le chaos financier en une spirale inflationniste qui ne manquera pas de s'élever encore dans les prochains mois. Dans la région de Lisbonne, par exemple, les salaires réels sont déjà inférieurs de 5% à ceux de 1968.

Il n'est pas surprenant que, dans ces conditions, la direction du PS et le gouvernement – ce qui revient au même – voient se rétrécir leur base sociale. L'effondrement du courant syndical de "la lettre ouverte" fut un premier symptôme, bientôt suivi par le développement de l'opposition à l'intérieur du PS, qui devait aboutir au récent départ des militants de la "Fraternité ouvrière". Aujourd'hui le mal sévit parmi les propres membres du gouvernement que s'était choisi Soares : dans les trois derniers mois, huit ministres et secrétaires d'Etat ont quitté le navire gouvernemental, le sentant prendre l'eau de toutes parts.

Cette érosion accélérée du gouvernement et du PS laisse le champ à la remontée de la droite, à l'offensive des forces et des partis de la bourgeoisie (PSD et CDS). Pourtant, le bourgeoisie se débat toujours avec un problème décisif : sans briser l'obstacle de la résistance ouvrière, qui vient encore de donner un témoignage de sa force, l'offensive de la bourgeoisie ne peut que marquer des points partiels, que toute nouvelle montée du mouvement de masse peut rapidement remettre en question.

Quelle forme donner à une offensive d'envergure contre le mouvement ouvrier ? Voilà la racine des différentes réponses tactiques qui divisent actuellement le camp bourgeois. Comme l'écrivait "Luta Prolétaria", l'hebdomadaire de la LCI : "Les divergences tactiques existantes entre Eanes et les partis de droite, ou entre Eanes et l'extrême-droite de la hiérarchie militaire, reflètent seulement les difficultés de la bourgeoisie à trouver une direction politique cohérente et efficace. D'une certaine manière ces divergences sont les mêmes que celles qui traversent le PSD et le CDS et elles se retrouvent entre ce dernier et l'aile ultra qui croit sur sa droite autour du MIRN" (Mouvement pour l'indépendance et la renaissance nationale, du général Kaulza de Arriaga, gouverneur militaire du Mozambique sous Salazar).

Eanes tire sa force de la faiblesse politique de la bourgeoisie, de son incapacité à renverser le gouvernement de Soares pour lui substituer une coalition PSD/CDS. Son rôle bonapartiste n'est pas fondé sur le fait que la bourgeoisie est soudée derrière lui et que les travailleurs ont subi une défaite politique écrasante ; il s'appuie au contraire sur l'absence d'unité politique du camp bourgeois et sur la volonté de compromission des directions réformistes du PS et du PCP. C'est pourquoi son ascension politique repose sur des bases de sables mouvants.

Ces derniers jours ont encore fourni une illustration de la polarisation sociale croissante qui menace de plus en plus les savantes manœuvres des politiciens bourgeois en quête de solutions à la crise de leur régime et de leur système. Aux manifestations de droite le 25 novembre à Rio Maior, Braga, Aveiro et le 1er décembre à Lisbonne, répondent les mobilisations ouvrières du 26 novembre appelées par la CGTP à Braga, Santarem, Viana do Castelo, Tramagal ; du 28 novembre également organisées par la CGTP et les secrétariats régionaux des Unités collectives de production et des coopératives agricoles de toute la zone de la réforme agraire ; la grève nationale, le 30 novembre, des travailleurs des chemins de fer pour la reconnaissance de leur contrat ; la grève générale des travailleurs de la région de Faro, dans l'Algarve, contre la restitution de certaines entreprises au patronat saboteur, suivie d'une manifestation centrale, le 3 décembre, à Portimao.

La coordination de ces luttes éparses et nombreuses est indispensable. Elle implique l'organisation d'une journée de grève générale contre l'offensive bourgeoise, patronale et gouvernementale, pour la défense des conquêtes ouvrières et pour la satisfaction immédiate des revendications économiques et sociales des travailleurs. Elle doit s'accompagner, partout, de l'autodéfense ouvrière contre les agissements des bandes armées du capital. Elle met aussi à l'ordre du jour, face à l'impuissance du gouvernement actuel et face à la volonté de la droite de le remplacer par un laquais plus fidèle, la formation d'un gouvernement du PS et du PCP défendant les conquêtes des travailleurs et satisfaisant leurs revendications démocratiquement élaborées par un congrès de tous les syndicats.

Michel WARSHAWSKY

Sadate, Jérusalem et après

"Le voyage du siècle", "l'événement politique le plus spectaculaire depuis la fin de la dernière guerre", "un tournant historique"; c'est avec de tels titres que la presse internationale a annoncé le voyage du président Anouar el-Sadate à Jérusalem. La signification politique de l'initiative du président égyptien justifie pleinement, par delà sa dimension spectaculaire, ces superlatifs. Un tournant sans précédent vient d'être pris au Moyen-Orient. Quelles que soient d'ailleurs les conséquences pratiques du voyage de Sadate, il faudra tirer un bilan complet de cet événement politique dont les protagonistes eux-mêmes ne saisissent pas encore tous les tenants et aboutissants.

Quoiqu'il en soit, nous pouvons dès aujourd'hui donner une première évaluation de l'initiative égyptienne et de ses conséquences les plus immédiates.

Le blocage de la solution pacifique

L'objectif de la guerre d'octobre 1973 était, comme nous l'avons expliqué de nombreuses fois, de débloquer la situation politique au Moyen-Orient, gelée depuis la guerre de juin 1967, d'ouvrir des négociations de paix entre Israël et les Etats arabes. Pour les Etats-Unis, dont l'influence dans l'Orient arabe n'a fait qu'augmenté depuis la fin des années 60, il était nécessaire de mettre fin au conflit israélo-arabe, élément déstabilisateur de la situation politique. Le renforcement des bourgeoisies arabes, liées à l'impérialisme américain (Arabie Saoudite et Egypte), permettait à la bourgeoisie des Etats-Unis d'envisager avec un certain optimisme l'acceptation par les régimes arabes d'une solution négociée avec Israël. La signature des acoords de désengagement dans le Sinaï et sur le plan du Golan ont été les premiers résultats concrets de "l'offensive de paix" dans le Moyen-Orient.

Le régime syrien, et surtout égyptien avaient prouvé, dans les faits, et par de multiples déclarations, qu'ils étaient prêts à mettre fin à leur conflit avec l'Etat sioniste. Pour eux la guerre avec Israël était devenu un fardeau sur le plan financier et sur le plan politique, avec le danger permanent que la mobilisation antisioniste faisait peser sur la politique d'ouverture à l'impérialisme et de restructuration économique et sociale dont ces régimes étaient devenus les plus chauds partisans. Mais la politique préconisée par l'ancien secrétaire d'Etat, Kissinger, d'accords partiels entre l'Etat hébreu et ses divers adversaires, s'est avérée incapable de permettre une réelle stabilisation politique au Moyen-Orient. La plupart des régimes arabes aspiraient à établir des rapports globaux entre Israël et les Etats arabes selon la formule générale d'une reconnaissance de facto d'Israël par les Etats arabes et de la fin de l'état de belligérance en échange du retrait d'Israël de l'ensemble des territoires occupés en juin 1967 et de la réalisation des droits légitimes du peuple arabe palestinien.

Il faut remarquer que cette formule est précisément celle à laquelle l'Etat sioniste avait tout le temps aspiré et l'alternative que les divers gouvernements israéliens ont toujours développée depuis juin 1967, face aux diverses propositions d'accords partiels et limités. Les efforts des principaux régimes arabes vont se tourner vers la définition d'une formule d'accord pour permettre la réouverture de la Conférence de Genève avec le maximum de chances de succès. Le premier élément de cette formule est la réduction de la force militaire et de l'autonomie du mouvement national palestinien et de ses différentes organisations par le biais de pressions politiques et financières exercées par la majorité des Etats arabes (dont la résistance palestinienne est dépendante), par le biais des opérations militaires israéliennes et phalangistes et par le biais des pressions militaro-politiques du régime syrien.
Le mouvement national palestinien a vu ses marges de manœuvre de plus en plus réduites et son autonomie compromise. Il est vrai que les tentatives de détruire l'OLP et de la remplacer par un agent plus fidèle de tel ou tel régime arabe ont su être déjouées par la direction palestinienne, qui risquait là son existence même et les privilèges qu'elle tire de son rôle d'intermédiaire entre le mouvement national palestinien et ses pourvoyeurs de fonds des différents régimes arabes. Néanmoins, il ne fait pas de doute que la majorité de la direction de l'OLP est prête à s'intégrer à bas prix – mais pas à n'importe quel prix – au processus de négociations avec Israël et à accepter, en échange de la création d'un Etat souverain en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, de mettre fin à la lutte armée contre l'Etat sioniste.

Mais même après s'être donnés des garanties sur le "rôle constructif" de l'OLP, dans le cadre d'une solution négociée, les Etats arabes ont dû se faire à l'évidence qu'Israël n'est nulle-

ment prête à négocier un compromis à des conditions qui soient acceptables pour eux. Pour les dirigeants sionistes, qu'ils soient travaillistes ou membres de la coalition d'extrême-droite actuellement au pouvoir (le Likoud), le retrait des territoires de Cisjordanie et de Gaza, (la Judée et la Samarie, dit Begin) et la construction d'un Etat palestinien indépendant ne sont pas envisageables. Ce qui est négociable, c'est un retrait d'une partie du Sinaï et d'une portion très limitée du plateau du Golan.

Les multiples pourparlers entre Washington, Tel-Aviv et les capitales arabes, qui durent maintenant depuis plus de trois ans, ont tout au plus obligé les dirigeants israéliens à reconnaître l'existence de "Palestiniens" et à accepter la présence de ces derniers, à condition qu'ils ne soient pas liés de près ou de loin à l'OLP, reconnue par le peuple palestinien, les régimes arabes et la majorité des Etats du monde comme l'unique représentant du peuple arabe palestinien. De façon systématique, les dirigeants israéliens font tout pour bloquer la route qui mène à la Conférence de Genève et, dans la mesure où les pressions américaines s'exercent pour amener à la réouverture de cette conférence, à lui enlever toute substance et toute chance d'aboutir. Entre le document de travail américano-soviétique et celui signé par Moshé Dayan et Cyrus Vance, le secrétaire d'Etat américain, Israël mène une guerre de procédure sur les modalités de tenue de l'éventuelle conférence de Genève, histoire de gagner du temps, d'éviter tout débat et d'empêcher toute pression américaine sur le contenu d'une solution négociée.
Pour Sadate et pour l'ensemble des régimes arabes, il est devenu de plus en plus évident, qu'au rythme actuel, la conclusion d'un accord entre Israël et les Etats arabes reste du domaine de l'utopie. Trois alternatives se dessinent alors : préparer une nouvelle offensive militaire; accepter le statu quo actuel; ou bien prendre des initiatives spectaculaires et radicales aptes à débloquer la situation actuelle et à donner un nouvel élan – le célèbre "momentum" du Président Sadate et du rapport Brooking – à la solution pacifique. Sadate a décidé de faire son choix et a opté pour la troisième solution.

Le pari de Sadate

Plus que tout autre, le régime égyptien a besoin de la paix. Confronté à une situation économique catastrophique, la bourgeoisie égyptienne a tout à perdre dans la situation actuelle de "ni guerre, ni paix" et ce pour trois raisons fondamentales. D'une part, elle est obligée de maintenir son armée en état de guerre, ce qui grève sensiblement son budget et empêche de débloquer des fonds pour les projets d'infrastructures nécessaires à la poursuite de la politique de modernisation et d'industrialisation que le régime de Nasser avait commencé avec peine. D'autre part, tant que la situation de guerre se poursuit, les investissements étrangers que l'impérialisme et les Etats pétroliers font miroiter aux yeux de la bourgeoisie égyptienne ne dépasseront pas le stade de promesses. Il ne fait pas de doute que ce type de capitaux ne répondent pas effectivement aux besoins de l'Egypte; en effet, ils s'investissent depuis 1973 dans les opérations immobilières et dans la spéculation. Néanmoins, la bourgeoisie égyptienne attend impatiemment, pour ses intérêts étroits, l'arrivée de ces capitaux. Finalement, sur le plan politique et social, la situation actuelle continue à avoir un effet hautement déstabilisateur pour le régime, comme l'ont montré les mobilisations étudiantes et les émeutes ouvrières de janvier 1977.

Afin de débloquer la situation de "ni guerre, ni paix", Sadate a dû lancer en 1973 une offensive militaire et traverser le canal de Suez. Aujourd'hui, le président égyptien se trouve confronté à un problème analogue. Mais à la différence de 1973, l'option militaire est exclue. C'est donc une "offensive de paix" qu'il a choisi de lancer cette fois. Après avoir traversé en 1973, à la tête de ses chars, les lignes de cessez-le-feu jusqu'au col de Mitlé et Gibdi, c'est aujourd'hui entouré de plusieurs centaines de journalistes et le rameau d'olivier à la main, que le successeur de Nasser s'est rendu dans la capitale sioniste afin de s'adresser à son gouvernement et à son parlement.

La décision qu'a prise Sadate de se rendre en Israël ne se limite pas à un geste spectaculaire.

Ce voyage est une rupture explicite avec l'un des rares éléments qui depuis trente ans a fait l'unanimité au sein des régimes arabes : le refus de reconnaître la légitimité de l'Etat d'Israël. Certes, nombreux ont été les dirigeants arabes à avoir reconnu implicitement le régime sioniste, voire à collaborer avec lui. Que ce soient les monarques hachémites ou les dirigeants de la droite chrétienne libanaise, le roi Hassan du Maroc ou le ministre égyptien des Affaires étrangères, nombreuses ont été les personnalités arabes qui ont eu des contacts étroits avec l'Etat juif, et ce depuis les premières années de son existence. Mais même quand elles étaient connues de tous, ces relations sont restées officieuses et ont toujours été formellement démenties, y compris par ceux-là mêmes qui, comme le roi Hussein, ont vu leur régime maintenu grâce aux interventions discrètes de l'Etat d'Israël. Même après la guerre d'octobre, aucun des Etats arabes qui avaient exprimé publiquement leur volonté de voir aboutir la négociation de paix avec l'Etat d'Israël n'a été prêt à ouvrir des négociations directes avec ce dernier. Les pourparlers se sont toujours tenus, après octobre 73, et à l'instar de ceux qui suivirent la guerre de 1948, par l'intermédiaire d'un médiateur.

Le fait même de se rendre à Jérusalem et d'y rencontrer les dirigeants israéliens est une rupture formelle avec le refus arabe de reconnaître la légitimité de l'Etat d'Israël. Il n'y a pas eu de précédent à l'initiative du président Sadate, un chef d'Etat s'invitant dans la capitale d'un pays avec lequel il est en guerre et dont il ne reconnaît même pas la légitimité. On comprend l'émoi suscité par un tel geste dans les pays arabes et dans le monde. C'est pourquoi, ce que de larges cercles à travers le monde arabe considèrent comme une trahison et un acte de lâcheté face à l'agression sioniste est acclamé par l'opinion publique occidentale comme un geste dont il faut saluer le courage.

Qu'est-ce que le président égyptien espérait retirer d'une initiative qui, sans aucun doute, allait provoquer des réactions très hostiles et mettre en danger sa carrière politique et peut-être même sa vie ? On peut déterminer trois objectifs centraux à l'initiative de Sadate. Premièrement, créer un choc

psychologique dans la population israélienne et la convaincre de la sincérité des offres de paix faites par les dirigeants égyptiens. Un tel choc était destiné à provoquer une pression sur les dirigeants sionistes et les obliger à modérer leurs positions. Deuxièmement, tenter de faire céder les dirigeants israéliens sur la question de la Cisjordanie et sur le problème palestinien, en échange de l'acte de reconnaissance de l'Etat d'Israël, effectué unilatéralement et sans aucune contrepartie et dans la mesure où Israël ne céderait pas, la démasquer aux yeux de l'opinion publique mondiale comme obstacle à la paix afin d'enclencher un processus de pression mondiale sur l'Etat sioniste. Troisièmement, modérer les positions des autres protagonistes arabes de la solution pacifique en faisant planer la menace d'un accord de paix bilatéral entre Israël et l'Egypte.

Mais pour que l'initiative atteigne ses objectifs, cette dernière se devait d'aller jusqu'au bout. Le simple fait de se rendre à Jérusalem n'était pas suffisant pour créer le "choc psychologique" et donner une crédibilité effective à la démarche du président égyptien. Sadate n'a pas lésiné sur les déclarations et les gestes dont le symbolisme donnait à son voyage une allure de réconciliation. Il a accepté de se rendre devant le Parlement sioniste, alors qu'il aurait pu se contenter de pourparlers dans un endroit moins symbolique. Il a écouté avec émotion l'hymne national israélien et salué avec respect le drapeau sioniste. Il a serré très chaleureusement la main des personnalités israéliennes dont les crimes contre les populations arabes sont notoires, tels le général Ariel Sharon ou les anciens dirigeants des organisations terroristes Etsel et Lehi; le responsable du massacre de Deir Yassin a eu l'honneur d'être appelé "mon cher ami", publiquement et à plusieurs reprises, par le président égyptien. Des détails dira-t-on, mais hautement significatifs du point de vue politique; des détails qui marquent la différence entre une manœuvre diplomatique et un tournant qualitatif, entre de simples négociations et un appel à la réconciliation. Si Sadate a pu être l'artisan de ce second "tremblement de terre", c'est qu'il a la certitude qu'aucune force politique n'est capable aujourd'hui de lui en faire payer le prix, ni en Egypte, ni dans les autres Etats arabes. Pour ce qui est de la réaction des masses égyptiennes à l'initiative de Sadate, il n'est qu'à constater l'enthousiasme avec lequel Sadate a été accueilli à son retour d'Israël pour voir que les masses égyptiennes sont lasses d'une guerre dont elles portent tout le fardeau.

Euphorie et confusion en Israël

L'initiative du président égyptien ne laissait pas beaucoup le choix aux dirigeants israéliens. S'ils refusaient d'inviter Sadate, ils apparaissaient aux yeux de l'opinion publique comme les saboteurs de la paix. En invitant Sadate, ils lui offraient l'occasion de faire une grande démonstration dont Israël serait, dans le meilleur des cas, un acteur de second plan. Afin de reprendre l'initiative, les dirigeants sionistes se devaient de faire, à leur tour, un geste spectaculaire qui prouveraient leurs bonnes intentions. Mais Israël n'a rien à proposer et, après une discussion que l'on dit orageuse, le gouvernement de Tel-Aviv a décidé de ne pas céder d'un pouce aux exigences arabes. (Dans la mesure où Sadate aurait été prêt à conclure un traité de paix bilatéral, Begin aurait proposé un retrait quasi total du Sinaï). Une telle attitude a provoqué des critiques au sein de l'opinion publique israélienne, très sensible à l'image de marque d'Israël dans le monde. Partis israéliens d'opposition, voire même certains cercles de la coalition gouvernementale ou la plupart des journalistes influents à Tel-Aviv, nombreux ont été ceux qui ressentaient un certain malaise après le discours du premier ministre israélien devant la Knesset, discours bien en-deçà du geste historique du président Sadate.

Un des éléments les plus saillants de ce "second tremblement de terre", selon l'expression de la presse israélienne, a été sans aucun doute la réaction de la population israélienne. Dès le moment où le voyage de Sadate est devenu une certitude, le scepticisme de la population israélienne a fait place à une euphorie qui devait se prolonger tout au long du voyage du président égyptien. Dès l'avant-veille de la venue de Sadate, des rondes spontanées emplissaient la place centrale de Jérusalem, les magasins se recouvraient de drapeaux égyptiens : la population allait vivre dans un état général d'euphorie. Pour les masses juives d'Israël, les calculs cédaient la place au rêve : on faisait déjà des projets pour la visite des pyramides et des comparaisons sur les coûts relatifs des vacances à Alexandrie ou à Eilat. Pour beaucoup, la paix semblait à portée de la main et cet espoir suscitait un sentiment de joie sincère et profond. Tout au long du voyage du président égyptien, on a pu voir des milliers de personnes brandir le drapeau de l'ennemi d'hier, des policiers du service d'ordre applaudir avec frénésie la délégation égyptienne et des dizaines de milliers de personnes se presser, émues, le long du parcous officiel. Il ne fait pas de doute que la population d'Israël en a assez des guerres et aspire à la paix. Mais c'est une aspiration abstraite qui ne s'exprime pas par un projet politique cohérent et la conscience qu'il faille payer un prix pour cette paix. Ce n'est pas un hasard, si après le discours de Sadate à la Knesset, l'euphorie a fait souvent place à la confusion.

Dans son discours, Sadate exposait les conditions préalables qu'Israël devait remplir pour obtenir la reconnaissance des Etats arabes. En cela, il obligeait les Israéliens à revenir à la réalité. Si le gouvernement avait déclaré qu'en échange de la paix, il était prêt à se retirer des territoires occupés en juin 1967, une grande partie de la population l'aurait suivi. Mais comme tel n'est pas l'objectif de Begin, tout laisse à penser que la population israélienne continuera à rêver de paix tout en refusant de faire les concessions nécessaires pour la réalisation de ce rêve. Pourtant, il serait difficile de nier qu'une brèche s'est ouverte dans la conscience traditionnelle des masses israéliennes et que certaines barrières psychologiques ont été profondément ébranlées. Il sera désormais très difficile aux dirigeants sionistes de convaincre, comme ils avaient coutume de le faire, que tous les propos modérés et toutes les propositions de paix des dirigeants arabes ne sont que pure propagande et que derrière de douces paroles se cache toujours la volonté délibérée de jeter les Juifs à la mer.

Les négociations de Jérusalem

Au-delà de son aspect spectaculaire, le voyage du président de la République arabe d'Egypte avait des objectifs précis, vraisemblablement suivis de résultats tangibles. Le président égyptien est venu en Israël, comme il l'a rappelé tout au long

de son séjour, avant tout pour donner un nouvel élan aux négociations de paix au Proche-Orient. Dans la conférence de presse qui clôturait son périple, il s'est déclaré satisfait d'avoir "pu débloquer la situation" et s'est déclaré persuadé que le processus enclenché allait maintenant se poursuivre. Dans son discours devant la Knesset, ainsi que dans ses réunions avec les groupes parlementaires, Sadate a clairement défini les conceptions du régime égyptien : la question des territoires occupés, y compris Jérusalem, ne peut être sujette à marchandage. En échange du retrait de l'ensemble des territoires occupés et de la constitution d'un Etat palestinien lié, d'une façon ou d'une autre à la Jordanie, l'Egypte est prête à signer un traité de paix avec Israël, qui est aujourd'hui un fait reconnu et accepté au Moyen-Orient.

Sans même attendre la réponse des dirigeants sionistes, Sadate a ajouté : "Plus jamais de guerre au Moyen-Orient; tout problème peut et doit être réglé à la table de négociation". Formule apparemment fidèle à la position commune des Etats arabes, et très éloignée des exigences israéliennes. Et pourtant, tout le monde se plaît à voir dans la position actuelle de Sadate un recul par rapport à ses positions antérieures. Tout d'abord, il s'est bien gardé de mentionner, ne serait-ce qu'une seule fois, l'OLP, que l'Egypte continue à reconnaître formellement comme l'unique représentant du peuple palestinien. Par contre, il rencontra une délégation de notables de Cisjordanie, liés soit à l'Egypte, soit à la Jordanie, et dès son retour au Caire, il les invita à venir en Egypte pour y débattre de la question palestinienne.

Il est loins d'être évident que Sadate n'a pas l'intention de modérer, au cours des négociations, certaines de ses exigences. A une question que lui posait la journaliste Barbara Walters, immédiatement après la séance historique de la Knesset, sur son refus déclaré de négocier la question des territoires occupés, Sadate a répondu avec un clin d'œil : "Ma chère Barbara, tout peut se discuter autour de la table des négociations". Ce qui en termes clairs signifie que dans son discours à la Knesset, il a été obligé d'exposer la position de départ des Egyptiens, qui ne sera pas nécessairement leur position finale. Quelle réponse Begin a-t-il donné aux propositions de Sadate ? Pas de compromis territorial en Cisjordanie, pas d'Etat palestinien, et de se lancer ensuite dans une interminable tirade sur l'histoire du peuple juif, ses tragédies et ses luttes héroïque. En contrepartie, un accord bilatéral avec l'Egypte, faisant miroiter l'éventualité d'un retrait quasi total du Sinaï. Le discours de Begin a étonné par sa fermeté et par l'absence d'un geste quelconque en échange des deux concessions unilatérales du président égyptien, à savoir la reconnaissance de l'Etat d'Israël et la promesse qu'il n'y aurait plus de guerre. Mais Sadate est convaincu qu'il arrivera à persuader Israël au prix de nouvelles concessions. Quoi qu'il en soit, les véritables discussions sont celles qui se sont déroulées loin des projecteurs de télévision.

Dans ces pourparlers plus discrets, on a certainement abordé les modalités des prochaines rencontres entre Israël et les délégations arabes "car la dynamique ouverte à Jérusalem ne doit pas s'arrêter", tout le monde est d'accord là-dessus. Il est vraisemblable que des commissions de travail se réuniront prochainement au Caire pour débattre du contenu du traité de paix qui serait signé plus tard à Genève. Pour l'instant, il est peu vraisemblable que l'Egypte accepte de mener des discussions avec Israël dans la perspective d'un accord bilatéral. L'Egypte, tout comme Washington et l'Arabie saoudite, est avant tout intéressée par un accord global et Sadate va faire des efforts pour amener des Palestiniens ainsi que la Jordanie, voire même la Syrie aux pourparlers qui ne vont pas tarder à commencer après la prochaine réunion du Caire.

Mais Israël est-elle prête à envisager de faire des concessions sans lesquelles, toute perspective d'accord global reste du domaine de l'utopie ? Certes, les propositions égyptiennes sont alléchantes et avant juin 1967, les dirigeants sionistes auraient dû payer un prix très élevé pour obtenir la fin de l'Etat de belligérance et la reconnaissance du droit à l'existence d'Israël par les Etats arabes. L'étendue des concessions égyptiennes a étonné tout le monde en Israël. Au sein même des partis sionistes extrêmistes de droite qui contrôlent l'actuelle coalition gouvernementale, des voix se sont faites entendre pour exiger une réévaluation de ce qui faisait jusqu'à présent l'axiome et la position de principe de la politique israélienne : le refus d'envisager tout compromis territorial en Cisjordanie, le refus de tout retrait substantiel sur le plateau du Golan, le refus d'envisager une forme quelconque de souveraineté palestinienne.

Mais l'expansionisme sioniste a sa propre dynamique. L'annexion des territoires occupés est devenue, au cours des dernières années, une question de premier plan pour les dirigeants sionistes, peut-être même plus importante que celle de la reconnaissance de l'Etat d'Israël par les régimes arabes. Le gouvernement Begin est aujourd'hui obligé d'élaborer toute une série de solutions intermédiaires en ce qui concerne la question de la Cisjordanie et de l'Etat palestinien. Aucun signe ne permet cependant de penser que l'Etat juif est prêt à faire un tournant et à envisager une formule acceptable par ses voisins arabes. Et ce d'autant plus qu'une position ferme des dirigeants sionistes mènerait à nouveau les négociations globales à une impasse et acculerait Sadate à accepter le principe d'un accord bilatéral, l'alternative militaire étant hors de question pour lui. Cette perspective d'un accord bilatéral avec l'Egypte, pour laquelle Israël va se battre, met Washington dans un certain embarras. Si la bourgeoisie égyptienne est surtout intéressée à la conclusion rapide d'un accord avec Israël pour des motifs d'ordre intérieur, en revanche, l'impérialisme américain et l'Arabie saoudite recherchent la stabilisation politique de l'ensemble du Proche-Orient.

L'exclusion de l'Union soviétique du processus en cours a certes de quoi séduire l'aile dure de la bourgeoisie américaine. Mais elle risque de pousser la bureaucratie du Kremlin à se réinvestir massivement dans le monde arabe, derrière un front du refus qui regrouperait la Syrie, la Lybie, l'Irak et l'OLP que les manœuvres de Sadate tendent à exclure du processus de négociations. Les réunions séparées de Tripoli et de Bagdad, convoquées pour faire pièce à la conférence du Caire, semblent indiquer que ce front-là mettra longtemps avant de voir le jour.

Les réactions arabes

On pouvait s'en douter, l'initiative du Président Sadate allait provoquer de sérieux remous au sein du monde arabe. Pourtant, ces réactions prises dans leur ensemble, étonnent par leur relative modération. Certains régimes, tels la Lybie,

l'Irak et l'Algérie (dont aucun n'est directement concerné par l'agression israélienne) n'ont pas mâché leurs mots face à l'opportunisme de la direction égyptienne. Certains de ces régimes ont même exigé que des mesures concrètes soient prises contre l'Egypte, y compris l'application d'un boycottage total et son expulsion de la Ligue arabe; telle a aussi été la position des organisations palestiniennes du Front du refus. Par contre, les réactions de la Syrie, qui risque après l'OLP d'être le grand perdant de l'initiative égyptienne, ont été étrangement sereines. Le président Assad a dénoncé en des termes non ambigus le voyage de Sadate en Israël et la radio syrienne a tenu un langage peu châtié vis-à-vis du chef de l'Etat égyptien. Mais il est significatif que le président syrien ait envoyé à Sadate, au moment même où celui-ci partait pour Jérusalem, ses vœux pour la fête de Idel Atha (la fête du sacrifice). La modération des critiques syriennes sont facilement explicables : Assad n'est pas opposé à une solution négociée avec Israël, au contraire, il a lui-même pris certaines initiatives en ce sens. Son problème est qu'il a très peu de choses à proposer à Israël et l'Etat sioniste très peu de concessions à lui faire. Seule la Syrie ne peut créer le rapport de forces nécessaires pour faire céder Israël, elle a donc besoin d'un front arabe uni qui lutte pour une solution globale. L'initiative du prédident égyptien part au contraire de l'hypothèse que l'Egypte va obtenir, dans le pire des cas, le retrait d'Israël du Sinaï, même si elle est acculée à traiter seule avec l'Etat sioniste. Cette attitude apparemment intransigeante du régime syrien peut provoquer soit l'isolement de la Syrie, ne disposant pas de moyens militaires crédibles, soit pousser l'Egypte à traiter seule avec Israël ce qui fermerait aussi toute option militaire à la Syrie. C'est pourquoi, même si la Syrie refuse de participer aux prochaines conversations du Caire, elle laisse ouverte la possibilité de s'intégrer plus tard au processus des négociations de paix enclenché par Sadate.

Cela est encore plus évident pour le régime hachémite qui après avoir gardé le silence sur l'initiative égyptienne a finalement refusé de dénoncer Sadate. Le roi Hussein espère regagner au Caire ce que la Conférence de Rabat lui avait fait perdre, c'est-à-dire la souveraineté (même partagée avec les Palestiniens) sur la Cisjordanie. Les contacts pris entre Sadate et des personnalités palestiniennes proches du roi Hussein vont d'ailleurs dans ce sens. L'alignement de la Jordanie sur l'Egypte serait un coup grave pour la Syrie. Il accentuerait encore davantage son isolement face à Israël et réduirait d'autant plus les marges de manœuvres d'Assad sur le champ de bataille comme à la table des négociations.

Mais les grandes victimes du plan Sadate, quel qu'en soit d'ailleurs le résultat sont d'ores et déjà le peuple palestinien et l'OLP. Si la Jordanie a réussi à faire évoquer à Begin le fait palestinien, personne, par contre, n'a réussi à faire mentionner l'OLP par Sadate. Pendant le séjour de Sadate en Israël, la représentation palestinienne au Caire a été fermée et de nombreux dirigeants de l'OLP expulsés. Au même moment, Sadate s'entretenait avec des notables de Cisjordanie et de Gaza qui, même s'ils ne disposent que d'une influence très limitée dans les territoires occupés, ont du moins le mérite, pour Sadate, de ne pas être liés à l'OLP et d'être connus pour leur opposition à la résistance palestinienne et pour leur collaboration avec l'occupant sioniste. Il était évident que Sadate était prêt à sacrifier les Palestiniens et leur mouvement de libération nationale sur l'autel de la réconciliation avec l'Etat juif, c'est ce qui explique le fort courant d'opposition qui s'est manifesté contre Sadate avant, pendant et après son périple à Jérusalem. Une grève générale et des manifestations de dizaines de milliers de personnes se sont déroulées au Liban à l'appel de l'OLP. Dans les territoires occupés par Israël depuis juin 1967, les manifestations ont été d'une ampleur limitée, mais cela est dû principalement aux mesures de répression préventives prises par les forces sionistes. La presse a été forcée de reconnaître que le sentiment dominant de la population vivant dans ces territoires et celui d'une opposition à l'initiative de Sadate non pas tant parce qu'elle s'intègre dans le processus de la solution négociée, mais parce qu'elle apparaît clairement comme un coup de couteau dans le dos du peuple arabe palestinien et de l'OLP. En Israël même, l'ensemble des organisations antisionistes (dont le mouvement des "Fils du village", organisation nationaliste qui dispose d'une influence de masse non négligeable) ont dénoncé le voyage de Sadate dans un tract unitaire, favorablement accueilli par la population palestinienne arabe locale.

Le Parti communiste israélien lui-même, tout en soutenant le contenu du discours du président égyptien a eu une attitude très mitigée vis-à-vis du voyage de Sadate; attitude qui s'est muée en franche hostilité lorsqu'il est devenu évident que l'Union soviétique serait mise à l'écart des prochaines négociations.

Après le voyage de Sadate à Jérusalem, l'OLP se trouve dans une impasse et tout laisse penser qu'une crise très grave commence à traverser la direction de ce mouvement. Exclue des négociations, l'OLP se verrait contrainte d'en revenir à la lutte armée et de s'opposer y compris militairement, à plusieurs régimes arabes dont certains sont de très importants pourvoyeurs de fonds du mouvement palestinien. Pour une partie de la direction palestinienne, celle qui est la plus liée aux bourgeoisies arabes et à la solution pacifique, une telle alternative est impensable. C'est pourquoi, par-delà les négociations, elle tente de ne pas rompre définitivement les ponts avec l'axe égypto-saoudien dans l'espoir, qu'ainsi, elle parviendra malgré tout à être intégrée au rabais, dans le processus des négociations. Selon des sources arabes, telle serait la position de Yasser Arafat lui-même, contre lequel s'organiserait une large coalition composée, outre les organisations du Front du refus et du Front démocratique pour la libération de la Palestine – Union soviétique oblige – d'une forte minorité de la direction du Fatah.

L'OLP est allée de concessions en concessions afin d'être intégrée à la solution pacifique. Elle se trouve aujourd'hui devant un choix impossible : soit rompre avec les régimes arabes et la perspective d'une solution pacifique graduelle et entreprendre à nouveau la longue et dure marche de la lutte armée contre l'occupant sioniste (dans des conditions plus difficiles qu'il y a dix ans); soit faire de nouvelles concessions qui, cette fois, signifieraient la fin de son existence en tant que mouvement de libération nationale. Dans les deux cas, une crise grave secouera l'ensemble du mouvement palestinien et de ses organisations.

Greg BENTON

Qu'est devenu Cheng Chao-lin?

Nous reproduisons ci-dessous un article de Greg Benton paru le 9 novembre dans l'édition internationale du "Guardian" – (publiée en collaboration avec "Le Monde" et le "Washington Post") –. Dans cet article, Greg Benton revient sur le sort des trotskystes chinois incarcérés en 1952, et retrace l'histoire de l'un d'entre eux, Cheng Chao-lin. Le 21 décembre, cela fera en effet 25 ans que la police du nouveau régime arrêtait 2 à 300 militants trotskystes. Parmi eux, plusieurs vétérans connus du mouvement communiste, tels Ho Chi-shen, Ying K'uen, Chiang Tseng-tung, Lin Hwan-hua, Liu Lo-ming, Chou Jen-sheng, Lin Soong-chi et Cheng Chao-lin. Ils s'étaient engagés dans l'activité révolutionnaire dès le début des années 20, avaient joué un rôle souvent important lors des luttes de 1925-27 et avaient été persécutés par les forces du Kuo-min-tang. Ils étaient devenus trotskystes en tirant les leçons de la sanglante défaite de la seconde révolution chinoise.

Depuis leur arrestation de 1952, ordonnée par la direction du Parti communiste chinois, les informations sur le sort de ces militants révolutionnaires se sont faites très rares, souvent inexistantes. Cheng est en effet l'un des seuls à propos desquels des nouvelles nous soient parvenues jusqu'en 1974. Il est probable que certains d'entre eux soient morts, aujourd'hui. Il nous est même impossible de le savoir.

A Hong-Kong, plusieurs publications ont lancé un appel à la libération immédiate des trotskystes chinois encore incarcérés sous la forme d'une "Lettre ouverte au Comité central du Parti communiste chinois et à la prochaine 5e Assemblée nationale".

Cet appel est signé par la revue "Octobre", le mensuel "Rive gauche", le mensuel "Equateur", l'hebdomadaire "Combat", la maison d'édition "Sincere Publishers" et le mensuel "Le Réveil".

Les signataires de la lettre ouverte notent qu'ils ne sont pas tous "de conviction politique trotskyste", "certains le sont, d'autres pas". Mais tous sont d'accord pour dénoncer le caractère à la fois antidémocratique et illégal, au regard de la légalité socialiste, des arrestations de 1952; arrestations qui furent opérées secrètement. Plus grave encore, certains militants furent maintenus 25 ans en prison sans avoir jamais eu droit à un "procès public et impartial".

"Nous sommes aussi d'accord, ajoutent-ils, sur le fait que les trotskystes chinois, comme les trotskystes partout dans le monde, sont des communistes révolutionnaires". En Chine, "nombre d'entre eux furent condamnés à de lourdes peines de prison par le Kuo-min-tang pour leurs activités, et certains les payèrent même de leur vie... Leur arrestation, quelles que soient les divergences qu'ils affirmaient avec le PCC, étaient en conséquence injustifiée."

La déclaration, datée d'octobre 1977, se termine par un appel à la libération des militants encore incarcérés et à la publication d'une information complète sur ce sujet : "La première et la moindre des choses que vous devriez faire est de laisser le monde savoir ce qu'il est advenu de Cheng Chao-lin et de ses camarades."

o o o

Il gagne ses galons dans le mouvement communiste en tant qu'écrivain, collaborateur du journal du Parti et en tant que traducteur. Sa traduction de l'ouvrage de Boukharine, "L'ABC du communisme", devient immédiatement un texte marxiste classique pour une génération de révolutionnaires chinois (il fut même dans la plupart des cas le seul classique marxiste connu de cette génération).

Après la défaite de la révolution en 1927, il milite clandestinement à Shangaï. Il est alors éditeur en chef du principal organe du parti, "Le Bolchevik". En 1929 il est exclu du parti pour trotskysme avec Chen Tu-hsiu (le fondateur du communisme chinois) et d'autres dirigeants importants. En 1931, il est élu au Comité central de l'Opposition de gauche du PCC, mais il est arrêté le 24 mai de cette année par la police politique du Kuo-min-tang et condamné à 15 ans de prison. Il est libéré 7 ans plus tard dans le cadre d'une amnistie générale décrétée après l'éclatement de la guerre avec le Japon.

Il retourne alors à Shangaï où il rejoint la résistance clandestine contre le Japon. Il traduit en chinois nombre d'ouvrages marxistes et achève certains travaux qui lui sont propres (dont une biographie de Chen Tu-Hsiu et une histoire du mouvement réformiste chinois). Il écrit de même une nouvelle : le "Dialogue de trois voyageurs".

CHENG CHAO-LIN. Cette photo du dirigeant trotskyste emprisonné date probablement de 1941.

En 1949, après une scission du mouvement trotskyste chinois, Cheng devient l'un des dirigeants du Parti international des travailleurs. Après l'établissement de la République populaire, il décide de rester en Chine afin de poursuivre ses activités politiques. Ses anciens amis, membres du gouvernement, le contactent via un dirigeant communiste influent, Li Wei-Han, qui a connu Cheng à Paris. Pressé de passer un compromis avec eux, il s'y refuse et est arrêté peu après.

Il n'existe aucun document permettant de faire le point sur le sort réservé aux hommes et aux femmes arrêtés en 1952.

Les seules informations dignes de foi qui nous sont parvenues concernent Cheng Chao-lin et sa femme Wu Ching-chen. Quand Wu fut libérée en 1957, ses jambes étaient paralysées. Cheng, en 1974, dernière date à laquelle nous avons eu de ses nouvelles, était toujours incarcéré à Shangaï dans la prison qui était appelée, à l'époque des concessions internationales, la "Ward Road Gaol". Les dirigeants chinois de l'ère post-maoïste ont gagné un vaste soutien en Chine en dénonçant les atteintes à la légalité socialiste et aux droits démocratiques perpétués sous la "bande des quatre" et de leurs sympathisants. Ils ont promis un assouplissement des contrôles politiques.

On ne doit pas tuer de trop nombreux "contre-révolutionnaires" a déclaré un jour le Président Mao, seulement quelques-uns pour l'exemple. La majorité d'entre eux doivent être mis en prison pour "se réformer par le travail". Pour tous ceux des "contre-révolutionnaires" dont l'exécution a récemment été annoncées dans les rues de Pékin et de diverses villes chinoises, on peut supposer que beaucoup d'autres sont entrés en détention et sont venus gonfler la population carcérale déjà nombreuse.

Il est possible que le doyen des "ennemis de l'Etat chinois" encore détenu soit Cheng Chao-lin, l'un des membres fondateurs du Parti communiste comme du mouvement trotskyste chinois. La nuit du 21 décembre 1952, les forces de sécurité chinoises, intervenant sur l'ensemble du territoire, arrêtèrent entre deux et trois cents trotskystes, dont Cheng, et leurs sympathisants. Un vieil ami de l'un des actuels dirigeants de la Chine fêtera bientôt le 25e anniversaire de son emprisonnement.

L'action politique de Cheng remonte aux lendemains de la Première Guerre mondiale, alors qu'il se trouvait à Paris. Dans un petit hôtel proche de la Place d'Italie, il se réunissait régulièrement avec une poignée de compatriotes émigrés afin de mettre au point les activités de la nouvelle section française du PCC. Parmi ceux-ci on trouve Chou En-lai qui devait devenir le deuxième personnage du régime après Mao, à la veille de sa mort l'année dernière; Teng Hsiao-ping, membre deux fois réhabilité du triumvirat actuellement en place à Pékin (et qui reçut le titre de Docteur ès duplication pour sa maîtrise de la ronéo); Chen Yi, qui devait devenir ultérieurement ministre des Affaires étrangères; et d'autres communistes dont les noms sont familiers en République populaire de Chine.

Cheng, né en 1901, se rend en France, comme étudiant-travailleur, à l'âge de 19 ans. En 1923, il est l'un des premiers Chinois à gagner Moscou pour participer à l'Université des travailleurs d'Orient. Il revient en Chine en 1924 et devient secrétaire du Département du Parti à la propagande et co-directeur de l'influent organe du Parti, le "Guide hebdomadaire".

Durant les années 20 et 30, le travail de traduction était un élément majeur du panorama littéraire chinois : les jeunes intellectuels rivalisaient alors d'efforts pour assimiler la pensée occidentale afin de moderniser et transfomer leur pays. Les qualités de Cheng en matière linguistique étaient renommées. En plus de sa langue maternelle, le chinois, il enseignait le français, l'allemand, l'anglais et le russe.

En 1975, quand Teng était sur le devant de la scène, le gouvernement de Pékin décréta même une amnistie et rendit leurs droits civiques à plusieurs centaines de personnes qualifiées de "criminels de guerre du Kuo-min-tang".

La clémence de Teng s'étendra-t-elle jusqu'à son ancien camarade Cheng Chao-lin ? Il est évidemment possible que Cheng, qui devrait être aujourd'hui âgé de plus de 70 ans, soit mort depuis 1974, dernière date où nous avons eu de ses nouvelles. Si tel était le cas, ses amis le sauront-ils jamais ?